Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 31 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°710 ■

MOBILE MONEY

Des géants mondiaux de la finance à l'assaut du marché africain

P 16

L'AAPI PARTICIPE AVEC UN PROGRAMME RICHE À CE SALON

L'investissement au cœur de l'IATF 2025

Alger accueillera, du 4 au 10 septembre 2025, la 4e édition du Salon du commerce intra-africain (IATF 2025). L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) y prendra part à travers un programme riche, traduisant l'ambition du pays de renforcer l'intégration économique africaine et d'attirer davantage de capitaux. P 3

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'EAU POTABLE

SEAAL multiplie ses actions de sensibilisation

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) poursuit ses efforts pour rationaliser la consommation d'eau potable, à travers des programmes de sensibilisation à l'importance de préserver cette ressource vitale.

P 2

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

L'économie bleue, nouveau levier de croissance

Face aux mutations mondiales et à la nécessité de réduire sa dépendance aux hydrocarbures, l'Algérie explore de nouveaux leviers de croissance. Parmi eux, l'économie bleue apparaît comme un chantier stratégique capable de transformer le littoral algérien en moteur de développement durable. De la pêche et l'aquaculture au tourisme maritime, en passant par les énergies renouvelables offshores et la logistique portuaire, la mer s'impose comme un atout encore sous-exploité.

P 5

POUR STIMULER DAVANTAGE L'ÉCONOMIE

La Banque d'Algérie abaisse son taux directeur à 2,75%

La Banque d'Algérie a décidé d'abaisser son taux directeur de 25 points de base, le fixant à 2,75% contre 3% auparavant. Cette décision vise à renforcer la capacité du système bancaire à financer l'économie nationale. Le Conseil Monétaire et Bancaire a également réduit le taux de la réserve obligatoire de 100 points de base, le ramenant à 2% contre 3% précédemment.

P 5

COMMERCE

Grande affluence au stand algérien à la Foire internationale de Damas P 2

SIFI GHRIEB PREND SES FONCTIONS DE PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM

«Nous avons beaucoup de travail devant nous» P 3

LE MARCHÉ DE L'AUTOMNE À T'KOUT (BATNA)

Un événement agricole, culturel et touristique P 6

COLLOQUE

Appel à intégrer les nouvelles technologies dans les actions caritatives

Les participants au 3e Colloque national de l'action caritative, ouvert jeudi à Blida, ont plaidé pour l'intégration des nouvelles technologies dans les activités à caractère caritatif, afin de garantir la transparence, la rapidité et la pérennité des dons.
Lors de ce Colloque, organisé par l'Association "Kawafil El Kheir pour la protection de la veuve et de l'orphelin" sous le slogan "Ensemble pour une action caritative exemplaire", qui a réuni des universitaires, chercheurs et acteurs associatifs, les intervenants ont insisté sur la nécessité de recourir à des mécanismes numériques transparents et efficients pour collecter et gérer les dons, en vue d'acheminer les aides aux bénéficiaires dans les meilleurs délais et conditions. La Pr. Sabah Merioua, de l'Université de Blida 2 Ali-Lounici, a souligné l'importance de moderniser l'action de solidarité en intégrant des applications et plateformes électroniques dans l'organisation de l'aide destinée aux associations caritives, de manière à garantir un financement durable et transparent des projets. "Les associations ne se limitent plus à l'assistance classique aux veuves et orphelins, mais développent également des initiatives productives comme +la Veuve modèle+, +la Femme productive + ou encore +l'Elève distingué+ de l'association "Kawafil El Kheir pour la protection de la veuve et de l'orphelin", a-t-elle relevé. Elle a, par ailleurs, plaidé pour la nécessité d'un partenariat entre les associations et le secteur privé. Pour sa part, le président de l'association tunisienne "Zahrate El Amal pour la protection des orphelins", Seif Eddine Chebibani, a estimé que l'usage des nouvelles technologies dans le travail caritatif "n'est plus une option, mais une nécessité pour assurer transparence et efficacité". Il a également mis en avant l'expérience de son pays, qui a adopté en juin 2024 un décret exécutif relatif à la réduction de l'impôt pour les donateurs, dans le but de stimuler l'action caritative. Les débats de ce Colloque ont aussi porté sur la mobilisation de la jeunesse dans les initiatives de solidarité, par des approches innovantes, et sur la consolidation d'une culture de solidarité plus moderne et plus participative. Les travaux se poursuivront avec des ateliers de formation dédiés aux cadres et bénévoles de l'association, ainsi que des tournois sportifs en hommage à son fondateur, feu Ali Bounab, selon les organisateurs.

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'EAU POTABLE

SEAAL multiplie ses actions de sensibilisation

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) poursuit ses efforts pour rationaliser la consommation d'eau potable, à travers des programmes de sensibilisation à l'importance de préserver cette ressource vitale.

Par Selma R

Dans ce contexte, SEAAL a multiplié ses actions via des programmes de sensibilisation qui englobent diverses activités ciblant différentes franges de la société, dont l'organisation de visites pédagogiques aux installations de production d'eau, au profit d'élèves, d'étudiants universitaires et de jeunes scouts musulmans.
Dans ce cadre, 1.075 participants ont bénéficié, l'année dernière, de 47 visites, tandis que depuis le début de l'année en cours, 24 visites ont été organisées au profit de 407 étudiants et 254 élèves.
La société a également lancé des activités de sensibilisation destinées aux enfants lors d'événements sportifs et culturels, tels que la Journée mondiale de l'eau, la Coupe d'Afrique Open de Triathlon et le Championnat national de semi-marathon dans la wilaya de Tipasa, où des "classes de l'eau" ont été aménagées pour la sensibilisation.
Dans le cadre de son partenariat avec le mouvement associatif, SEAAL a accompagné les comités de quartier dans l'installation de robinets temporisés au niveau de certaines écoles primaires, en sus de la présentation d'explications simplifiées sur le traitement des eaux et de messages de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation.
Pour ce qui est des contenus médiatiques, la société a diffusé, un mois durant, une campagne intitulée «Une goutte d'eau équivaut à une vie», comprenant quatre vidéos de sensibilisation sur les plateformes des réseaux sociaux, ainsi que la série «Une information par jour» durant le mois de Ramadhan dernier préconisant des comportements rationnels dans la consommation, et autres vidéos d'orientation en collaboration avec des institutions médiatiques.
Lors de l'Aïd El-Adha, où un pic de consommation de l'eau est enregistré, la SEAAL a organisé une vaste campagne de sensibilisation qui a touché près de 10 millions d'internautes via les réseaux sociaux, en coordination avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le Haut Conseil islamique (HCI), ainsi que des associations actives dans ce domaine. Elle a consacré, entre autres, une journée d'information à la presse nationale pour faire passer des messages de sensibilisation directement au public. Les efforts se sont poursuivis au cours de la saison estivale actuelle, à travers des contenus numériques appelant à l'utilisation rationnelle de l'eau, parallèlement à la diffusion de spots audiovisuels via des chaînes radiophoniques et télévisées nationales, ce qui traduit le souci de la société d'assurer une sensibilisation continue pour un développement durable et une amélioration du service public.
Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la communication et du développement durable à la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), Adel Babou a indiqué que l'eau potable «se veut une richesse précieuse» qui coûte à l'Etat des investissements colossaux en vue d'assurer sa disponibilité, notamment à travers les usines de dessalement de l'eau de mer, soulignant que sa préservation était une responsabilité partagée entre l'Etat et le citoyen. Selon les constatations de la SEAAL, plusieurs comportements quotidiens sont à l'origine du gaspillage d'importantes quantités d'eau, comme l'ouverture du tuyau d'arrosage qui gaspille entre 12 et 15 litres/minute ou un robinet laissé ouvert lors du brossage des dents dont la quantité d'eau gaspillé est de près de 5 litres/minute, outre les simples fuites affectant les réseaux de circulation de l'eau des maisons qui pourraient causer la perte de 100 litres/jour.
Laver la vaisselle avec un robinet ouvert consomme trois fois plus d'eau par rapport à l'utilisation d'un évier ou d'une cuvette tandis que le lavage des mains avec un robinet ouvert consomme quant à lui 10 fois plus que l'utilisation d'un récipient, d'un robinet temporisé ou d'un robinet équipé d'un capteur intelligent, selon le même responsable, ajoutant qu'une douche de 40 minutes avec un robinet ouvert consomme 300 litres contre 70 litres seulement pour une douche de 10 minutes.
Concernant le lavage des voitures, les estimations indiquent que l'utilisation d'un tuyau d'arrosage pendant un quart d'heure coûte une quantité suffisante à l'approvisionnement d'une famille de trois (3) membres pour une journée entière (200 litres), alors que la consommation ne dépasse pas 50 litres quand on utilise un seau. Le nettoyage du sol avec un tuyau d'arrosage pendant 10 minutes gaspille près de 120 litres d'eau. Pour l'entreprise, l'économie d'eau est un devoir national et moral.

COMMERCE

Grande affluence au stand algérien à la Foire internationale de Damas

Par R E.

Le stand algérien à la 62e Foire internationale de Damas, qui se tient du 27 août au 5 septembre, connaît une grande affluence des visiteurs venus pour découvrir la qualité des produits algériens, indique jeudi un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.
Au deuxième jour de la Foire, les entreprises algériennes participantes ont suscité un vif intérêt chez les visiteurs pour «ce qu'elles proposent comme produits et services reflétant le succès grandissant rencontré par le label algérien dans le monde arabe», précise le communiqué.
Bien plus qu'une simple vitrine pour les produits et services algériens, cet événement économique majeur constitue un «pont de fraternité et de communication entre homme d'affaires et investisseurs des deux pays et une opportunité pour l'échange d'expertises et le renforcement de l'intégration économique au service des aspirations des deux peuples frères», souligne le ministère.
Le stand algérien regroupe 14 entreprises nationales représentant des secteurs stratégiques prometteurs, notamment les matériaux de construction et les travaux publics, les énergies renouvelables, les cosmétiques et les produits agroalimentaires. Placée sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, la participation algérienne à la Foire internationale de Damas «incarne la volonté des deux pays frères de consolider les liens de fraternité et de renforcer la coopération économique bilatérale au service des intérêts communs des deux peuples», conclut le communiqué.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'AAPI PARTICIPE AVEC UN PROGRAMME RICHE À CE SALON

L'investissement au cœur de l'IATF 2025

Alger accueillera, du 4 au 10 septembre 2025, la 4 édition du Salon du commerce intra-africain (IATF 2025). L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) y prendra part à travers un programme riche, traduisant l'ambition du pays de renforcer l'intégration économique africaine et d'attirer davantage de capitaux.

Par Zahir R.

Selon un communiqué de presse de l'Agence, trois événements majeurs seront organisés durant ce rendez-vous continental, reflétant le rôle central de l'investissement dans le renforcement de l'intégration économique africaine et confirmant l'engagement de l'Algérie en faveur de la fluidité des investissements intra-africains et de la consolidation de la coopération entre agences de promotion à travers le continent.
Dès l'ouverture, le 4 septembre, l'Agence organise au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, la « Journée de l'Algérie - Forum Investissement et Commerce ». Cet événement sera placé sous le thème : « L'Algérie : une plateforme émergente pour l'investissement et le commerce en Afrique ». Il mettra en lumière les atouts du pays : une économie en croissance, un cadre juridique rénové, des infrastructures modernisées et un positionnement géographique stratégique. Plusieurs panels aborderont les réformes du climat des affaires et les réformes favorables à l'investissement, les secteurs porteurs, les opportunités d'investissement, l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur africaines et mondiales et le renforcement des partenariats Sud-Sud dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)
Le lendemain, 5 septembre, l'AAPI organisera au Palais des expositions des Pins maritimes un «mini-sommet des agences africaines de promotion de l'investissement », en partenariat avec Afreximbank et avec le soutien de la WAIPA. Placée sous le slogan «Les agences africaines de promotion de l'investissement au service d'une croissance durable à travers l'innovation et la transformation numérique», la rencontre rassemblera plus de 30 agences africaines, des institutions financières et des experts internationaux. L'objectif : renforcer la coopération, développer des outils numériques au service des investisseurs, concevoir de nouveaux mécanismes de financement et accompagner la transition énergétique.

Un pavillon pour attirer les investisseurs

En parallèle, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement sera présente avec un pavillon dédié au sein du Salon afin de présenter le climat des affaires en Algérie, les opportunités d'investissement disponibles, les démarches pratiques de concrétisation des projets et les mécanismes de financement, dans le but de renforcer l'attractivité des investissements africains et étrangers. L'Agence prendra également part à d'autres activités et événements organisés dans le cadre de l'IATF 2025, ainsi qu'à des rencontres avec des investisseurs. Elle s'attend à un grand succès pour cet événement continental d'envergure, au vu de l'ampleur de la participation internationale et du rôle de l'Algérie en tant que pays hôte, fort de son poids économique et de sa position centrale dans le processus de développement et d'intégration africaine. D'ailleurs, cette foire est une occasion pour l'Algérie de réaffirmer sa place en tant que locomotive de développement au sein de l'Afrique et de viser le chiffre de 10 % du total des échanges qui seront de l'ordre de 44 milliards de dollars.
En somme, la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine, prévue à Alger du 4 au 10 septembre prochain, s'affirme comme une vitrine stratégique destinée à mettre en exergue les potentialités productives du tissu économique national. Selon des responsables d'organisations patronales et d'associations professionnelles nationales, cet événement est considéré comme une «véritable plateforme» offrant une image claire des capacités des entreprises algériennes et ouvrant largement la voie au renforcement des exportations vers le marché africain.

SIFI GHRIEB PREND SES FONCTIONS DE PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM

«Nous avons beaucoup de travail devant nous»

Par S. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, opère un changement à la tête de son gouvernement en limogeant Nadir Larbaoui et en nommant le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, au poste de Premier ministre par intérim. En attendant la confirmation de Sifi Ghrieb dans ce poste ou la nomination d'une autre personne, le gouvernement est appelé à relever des défis, notamment la rentrée scolaire. C'est la priorité des priorités du Premier ministre actuel.
D'ailleurs, dans une déclaration à la presse lors d'une cérémonie de passation de pouvoirs avec Nadir Larbaoui, Sifi Ghrieb a déclaré que « nous avons beaucoup de travail devant nous, notamment avec la rentrée scolaire ». En effet, la préparation de cet important événement nécessite un travail en synergie entre les différents départements ministériels, avec la mobilisation de tous les moyens matériels et humains pour réussir la rentrée scolaire. Ainsi, le Premier ministre par intérim s'est engagé à travailler sans relâche à la concrétisation du programme du président de la République et de l'ensemble des projets qui, sans nul doute, apporteront un véritable plus à l'économie nationale.
Sur ce point, il y a lieu de noter que plusieurs dossiers restent en suspens : la création d'un guichet unique pour l'investissement, la création de deux instances pour gérer les importations et les exportations, l'élaboration du projet de loi de finances 2026, et autres sont autant de dossiers à traiter en urgence par le nouveau Premier ministre afin de concrétiser les engagements du Président Tebboune sur le terrain.

IATF 2025

Les startups au cœur de la transformation économique du continent

Synthèse R E.

A la faveur de l'essor des initiatives entrepreneuriales dans de nombreux pays africains, les startups s'imposent désormais comme un levier stratégique de croissance, en introduisant des innovations décisives dans des secteurs variés, permettant d'intensifier la dynamique de développement et de consolider le processus d'intégration économique du continent. Cette dynamique révèle une prise de conscience croissante chez les gouvernements et investisseurs africains, de l'innovation comme instrument essentiel pour surmonter les défis structurels, de la fracture numérique à la sécurité alimentaire, et consacre les startups comme une force émergente capable d'imprimer des mutations profondes à l'économie du continent. A cet égard, l'experte en innovation et en transition numérique, Alexia Amichia, a indiqué à l'APS que les startups africaines disposent de la capacité d'apporter des réponses tangibles aux défis structurels qui se posent au continent, en particulier dans les domaines de l'inclusion financière grâce aux technologies financières, de l'accroissement de la productivité agricole via les plateformes numériques, de l'élargissement de l'accès aux soins par le biais de l'e-santé, ainsi que par la conception de solutions éducatives novatrices". L'experte ivoirienne a ajouté que la véritable force de ces entreprises réside dans leur aptitude à élaborer des modèles flexibles, étroitement arrimés aux besoins des citoyens, et susceptibles de provoquer des mutations substantielles au sein de secteurs économiques stratégiques. Dans le domaine de la fintech, l'innovation contribue à fournir des services de paiement et de transferts numériques aux zones dépourvues d'infrastructures classiques, ce qui accélère les transactions, réduit leurs coûts et stimule l'entrepreneuriat grâce aux solutions de financement digital et de microcrédit. Les projections estiment que le volume des paiements numériques en Afrique pourrait atteindre 1.500 milliards de dollars d'ici 2030, porté par la généralisation de solutions fintech innovantes. En matière d'agriculture intelligente, le recours à des techniques d'irrigation de précision, à des capteurs et à des drones de surveillance des cultures favorise l'accroissement de la productivité, l'optimisation de la gestion des ressources et la réduction du gaspillage, contribuant ainsi à consolider la sécurité alimentaire tout en ouvrant de nouvelles perspectives aux producteurs. Quant au commerce électronique, en plein essor sur le continent, avec des revenus attendus dépassant 39 milliards de dollars en 2025 et environ 54 milliards de dollars en 2029, il offre aux petites entreprises l'opportunité d'accéder à de nouveaux marchés, générant des emplois dans les secteurs des équipements, des services de paiement et du marketing digital, tout en contribuant à l'intégration économique africaine. Pour l'édification d'un écosystème propice à l'innovation, Mme Amichia a souligné l'impérieuse nécessité d'un partenariat étroit entre gouvernements, investisseurs et startups. "Les Etats doivent mettre en place un cadre juridique clair et incitatif, tandis que les investisseurs sont appelés à assurer les financements indispensables afin de permettre aux jeunes entreprises de poursuivre leur rôle innovant", a-t-elle soutenu, ajoutant que cette synergie tripartite peut "créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, où l'innovation devient un levier essentiel du développement à l'échelle continentale". Elle a, par ailleurs, relevé l'importance des initiatives régionales et continentales pour connecter les écosystèmes africains entre eux, citant la Foire commerciale intra-africaine (IATF) qui constitue "une plateforme unique réunissant décideurs, entrepreneurs et investisseurs venus de toute l'Afrique, renforçant l'intégration régionale, facilitant la mobilité des compétences et des capitaux, et contribuant à l'édification d'un véritable marché africain de l'innovation compétitif à l'échelle mondiale". Cet événement, organisé à Alger du 4 au 10 septembre prochain sous le slogan "Passerelle vers de nouvelles opportunités", prévoit des espaces dédiés aux jeunes entrepreneurs, aux étudiants et aux chercheurs.
Dans ce cadre, l'IATF accueillera le Programme africain des startups, offrant à 75 jeunes entreprises issues de différents pays du continent l'opportunité d'exposer dans un pavillon dédié, de bénéficier de formations spécialisées, de sessions avec investisseurs et experts en financement, ainsi que d'un accompagnement technique et de rencontres bilatérales avec des responsables d'organismes régionaux et internationaux. L'événement verra également le lancement du Pôle africain de recherche et d'innovation, une plateforme numérique interactive destinée aux enseignants, chercheurs et étudiants africains, y compris ceux de la diaspora, afin de présenter leurs travaux et prototypes et de renforcer la coopération entre le milieu académique, l'industrie et les décideurs, dans le but de soutenir l'innovation et de faciliter l'accès aux marchés. Cet événement vient ainsi consolider la démarche engagée par l'Algérie visant à encourager l'émergence d'un écosystème propice à l'innovation en Afrique.

MONNAIE

Le dollar peu troublé par l'inflation américaine

Le dollar évolue à la marge vendredi, après la publication d'un nouvel indice d'inflation aux Etats-Unis sans surprise, tandis que la roupie indienne souffre des craintes entourant les nouveaux droits de douane. L'inflation est restée stable à 2,6% sur un an en juillet aux Etats-Unis, selon l'indice officiel PCE publié vendredi. Hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, la hausse des prix a légèrement accéléré, à 2,9% en glissement annuel contre 2,8% le mois précédent. Vers 19H10 GMT, le billet vert lâchait 0,13% à l'euro, à 1,1697 dollar et prenait 0,04% à la livre, à 1,3510 dollar. Sur la semaine, le "buck", autre surnom de la monnaie américaine, est resté stable, à l'instar de plusieurs grandes devises. Par conséquent, les analystes s'attendent désormais à plusieurs baisses de taux aux Etats-Unis, et ce dès septembre. Le dollar en pâtit, et subit aussi les attaques de Trump sur l'indépendance de la Fed. Pour sa part, la monnaie indienne a atteint un plus bas historique à 87,60 roupies pour un dollar.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or et le café en hausse, l'aluminium stable

L'or a progressé cette semaine, porté notamment par les attentes de baisses de taux de la Réserve fédérale (Fed). En milieu de l'après-midi, l'once d'or s'échangeait à Londres à 3.434,58 dollars, contre 3.371,86 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Le café s'est échangé, quant à lui, au plus haut depuis le mois de mai, atteignant sur l'ICE Futures US de New York 381,85 cents, pour la livre d'arabica dont la livraison prévue en décembre contre 378,30 cents le précédent vendredi. Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison en novembre s'échangeait à 4.822 dollars, contre 4.650 dollars à la clôture sept jours plus tôt. Le cours de l'aluminium a hésité cette semaine, une tonne de métal d'aluminium coûtait sur le LME 2.613 dollars, vendredi, contre 2.624,50 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Les autres métaux de base sont restés stables, voire en légère hausse pour le cuivre et l'étain.

IATF-2025/TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre Zerrouki s'enquiert des derniers préparatifs

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé jeudi une rencontre d'orientation pour s'enquérir de toutes les dispositions prises en matière de télécommunications en prévision de la Foire commerciale intra-africaine (IATF -2025), a indiqué un communiqué du ministère. Dans le cadre des préparatifs liés à l'accueil par l'Algérie de l'IATF 2025, prévue du 4 au 10 septembre prochain à Alger, M. Zerrouki a présidé jeudi une rencontre d'orientation en présence des cadres du ministère et des responsables des opérateurs de téléphonie fixe et mobile, afin de s'enquérir des dernières retouches et de finaliser toutes les dispositions organisationnelles en matière de télécommunications, a détaillé la même source. Lors de cette réunion, le ministre a donné des instructions pour "prendre en charge tous les aspects nécessaires au succès de cet événement à l'effet de donner une image honorable de l'Algérie devant les délégations participantes tout au long de cet événement important aux dimensions régionale et internationale". Ces instructions ont porté sur "la garantie d'une couverture téléphonique de haute qualité y compris les services d'internet fixe et mobile et ce, au niveau de tous les sites abritant l'évènement et les établissements d'hébergement" tout en proposant des "offres exceptionnelles aux invités participants", selon le même communiqué.

LE MINISTRE BADDARI RENCONTRE UNE ÉQUIPE D'ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Vers le lancement d'un réseau thématique sur le calcul du facteur d'émission carbone

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a tenu, jeudi, une rencontre avec une équipe d'enseignants-chercheurs et de chercheurs en prévision du lancement d'un réseau thématique sur le calcul du facteur d'émission carbone, a indiqué jeudi un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "la poursuite de la valorisation des résultats de la recherche scientifique en vue de renforcer le rôle économique de l'Université", a précisé la même source, ajoutant que l'objectif de cette réunion est de "préparer le lancement d'un réseau thématique sur le calcul du facteur d'émission carbone", en tant que "plateforme de coopération et d'intégration entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et d'autres secteurs". Parmi les objectifs de ce réseau figurent "la proposition d'indicateurs scientifiques pour mesurer le facteur d'émission carbone, la mise en place d'un mécanisme national de mesure des émissions de carbone, la contribution au développement d'une plateforme de calcul de ces émissions, la promotion de l'entrepreneuriat vert et l'élaboration d'un guide du bilan carbone selon les normes reconnues", conclut le communiqué.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre Rezig reçoit les ambassadeurs d'Afrique du Sud et d'Iran

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, jeudi au siège de son département ministériel, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, Ndumiso Ndima Ntshinga, et l'ambassadeur d'Iran, Mohammad Reza Babaie, indique un communiqué du ministère. Lors de l'audience accordée à l'ambassadeur d'Afrique du Sud, les deux parties ont passé en revue l'état et les perspectives de la coopération commerciale entre les deux pays, réaffirmant "la solidité des relations bilatérales et la nécessité de les hisser au niveau d'un partenariat stratégique au mieux des intérêts des deux peuples amis". A cette occasion, il a été convenu de "renforcer les échanges commerciaux bilatéraux en diversifiant les canaux de coopération économique, notamment à travers l'organisation de foires dédiées aux produits algériens en Afrique du Sud pour permettre au produit national d'accéder à de nouveaux marchés à fort potentiel et l'organisation d'expositions analogues pour les produits sud-africains en Algérie pour mieux faire connaître ces produits aux Algériens", précise la même source. Dans ce cadre, M. Rezig a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie à ouvrir de plus larges perspectives de partenariat, conformément à la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer l'intégration économique africaine et à soutenir le commerce intra-africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)". Lors de la rencontre avec l'ambassadeur iranien, les deux parties ont souligné "la nécessité de hisser les échanges commerciaux bilatéraux à des niveaux supérieurs, à la hauteur des grandes potentialités dont disposent les économies des deux pays". A ce titre, les deux parties ont mis en avant l'importance d'encourager l'élargissement des domaines de coopération dans les secteurs "prioritaires", en vue d'ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises économiques des deux pays, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Août 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	53	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	79	94	65	الطماطم		
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف		
	Ail sec	511	586	436	الثوم الجاف		
	Carotte	100	112	88	الجزر		
	Navet	132	146	119	لفت		
	Poivron	97	111	84	الفلفل الاخضر		
	Piment	123	142	104	الفلفل الحار		
	Courgette	107	122	91	الكوسة		
	Haricot vert	208	229	186	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	138	152	124	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	345	422	267	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	601	724	478	التمر		
	Banane	441	452	428	الموز		
	Melon	87	98	75	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	75	85	65	البطيخ الاحمر		
	Raisin	227	291	162	العنب		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1814	1949	1680	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	350	364	337	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,45	2,09	7,59	8,14	6482	2 787 260,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1409,00	-0,42	-0,56	-0,52	9,06	5,52	44079	62 107 311,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,00	5,08	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2281,00	-0,09	-0,05	0,49	10,88	5,48	3999	9 121 719,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,23	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-2,29	-5,52	3,63	5,47	0	0,00

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

L'économie bleue, nouveau levier de croissance

Face aux mutations mondiales et à la nécessité de réduire sa dépendance aux hydrocarbures, l'Algérie explore de nouveaux leviers de croissance. Parmi eux, l'économie bleue apparaît comme un chantier stratégique capable de transformer le littoral algérien en moteur de développement durable. De la pêche et l'aquaculture au tourisme maritime, en passant par les énergies renouvelables offshores et la logistique portuaire, la mer s'impose comme un atout encore sous-exploité.

Par Mourad A.

L'Algérie dispose de plus de 1 200 km de côtes offrant un potentiel exceptionnel. Des projets pilotes en aquaculture témoignent déjà de cette ambition. « Notre pays a toutes les conditions pour bâtir une économie maritime moderne, compétitive et respectueuse de l'environnement », a expliqué le professeur Nabil Bouflih, directeur du Centre National de Recherche et de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (CNRDPA) sur la chaîne « AL24news ». Pour cet expert, l'enjeu est double : valoriser les ressources halieutiques à travers une exploitation durable et préparer les générations futures aux métiers liés à la mer. « Nous travaillons sur des solutions scientifiques pour accroître la production aquacole sans compromettre la biodiversité marine. C'est une voie sûre pour assurer une sécurité alimentaire renforcée et développer les exportations », a-t-il précisé.

Au-delà de l'aquaculture, l'économie bleue recouvre d'autres segments porteurs. Le tourisme côtier, encore balbutiant, pourrait devenir un secteur créateur d'emplois et générateur de devises, à condition de moderniser les infrastructures et de miser sur un cadre réglementaire incitatif. De même, les énergies renouvelables marines, qu'il s'agisse de l'éolien offshore ou de l'énergie marémotrice, suscitent un intérêt croissant, dans un contexte où la transition énergétique est désormais un objectif national. Les autorités soulignent également le rôle stratégique des ports et de la logistique maritime. Placée au cœur de la Méditerranée, l'Algérie ambitionne de se positionner comme un hub commercial régional. Mais cette ambition suppose des investissements conséquents dans les infrastructures, la formation et l'innovation. « L'économie bleue n'est pas seulement un slogan, c'est une vision d'avenir. Elle peut constituer une véritable alternative pour diversifier notre économie et offrir de nouvelles opportunités aux jeunes entrepreneurs », a affirmé encore le Pr Bouflih. Si les perspectives sont prometteuses, les défis restent nombreux : financement, cadre réglementaire, protection de l'environnement et adaptation aux normes internationales. Pourtant, à l'heure où le pays cherche à renouveler ses moteurs de croissance, la mer pourrait bien devenir son nouvel horizon stratégique.

SIPA 2025 : Un moteur pour l'économie bleue

Oran s'apprête à devenir, du 6 au 9 novembre 2025, la capitale méditerranéenne de la pêche et de l'aquaculture avec la tenue de la 10e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA). Placé sous le haut patronage du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'événement réunira plus de 200 exposants nationaux et étrangers autour du thème « Pêche et aquaculture, innovation et partenariats». Depuis son lancement il y a vingt ans, le SIPA s'est imposé comme l'un des rendez-vous économiques et scientifiques majeurs en Algérie et dans l'espace méditerranéen. Pour cette édition, une large participation est attendue, allant des organisations internationales aux institutions financières, en passant par des experts venus de plusieurs pays. Le Sultanat d'Oman, invité d'honneur, sera représenté par une délégation officielle de haut niveau, signe de la dimension stratégique de ce salon. Organisé par la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), le SIPA 2025 s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de valorisation de l'économie bleue.

L'événement vise à stimuler les investissements dans des domaines clés tels que l'aquaculture, la construction navale, la transformation et la distribution des produits halieutiques, sans oublier les volets financiers et assurantiels liés aux activités maritimes.

Pour les organisateurs, ce salon doit être un levier pour consolider la sécurité alimentaire du pays, mais aussi pour renforcer le rôle de l'Algérie comme acteur régional incontournable dans le domaine de la pêche. « Cet événement représente une plateforme unique de coopération arabo-africaine et méditerranéenne », souligne la CAPA, qui insiste sur la dimension de partenariat Nord-Sud et Sud-Sud. Outre les espaces d'exposition, le salon mettra l'accent sur la dimension scientifique et technologique. Des ateliers techniques et conférences seront animés en collaboration avec la FAO, la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) et l'Initiative Ouest Med. Un espace sera également dédié aux start-up et projets innovants, offrant aux jeunes entrepreneurs l'opportunité de présenter leurs solutions technologiques devant investisseurs et bailleurs de fonds. Cette ouverture traduit la volonté de moderniser les chaînes de valeur maritimes et d'intégrer les nouvelles technologies au secteur halieutique. Enfin, le SIPA 2025 constituera une passerelle avec la prochaine Foire commerciale intra-africaine (IATF), qui se tiendra également en Algérie.

Ce croisement des agendas vise à élargir les perspectives de coopération économique et commerciale, notamment avec les pays africains. Avec cette 10e édition, Oran ne sera pas seulement la vitrine de la pêche et de l'aquaculture, mais aussi le reflet de l'ambition algérienne de faire de l'économie bleue l'un des piliers de sa diversification économique et de son développement durable.

POUR STIMULER DAVANTAGE L'ÉCONOMIE

La Banque d'Algérie abaisse son taux directeur à 2,75%

Par Réda Hadi

La Banque d'Algérie a décidé d'abaisser son taux directeur de 25 points de base, le fixant à 2,75% contre 3% auparavant. Cette décision vise à renforcer la capacité du système bancaire à financer l'économie nationale. Le Conseil Monétaire et Bancaire a également réduit le taux de la réserve obligatoire de 100 points de base, le ramenant à 2% contre 3% précédemment.

Les indicateurs économiques montrent une nette décélération de l'inflation. En juillet 2025, l'inflation globale a baissé à 0,35% en glissement annuel, soit une baisse de 6 points par rapport au même mois de 2024. L'inflation moyenne annuelle a également reculé à 3,14% en juillet 2025, contre 6,12% en juillet 2024.

La croissance économique a été vigoureuse au cours du premier trimestre de 2025, affichant 4,5% contre 4,2% à la même période de 2024. Cette croissance est due en partie à une croissance réelle record des secteurs hors hydrocarbures de 5,7% au premier trimestre de 2025.

La masse monétaire au sens large a progressé de 3,81% à fin juin 2025 par rapport à fin décembre 2024, principalement due à la hausse des crédits à l'économie. Les crédits à l'économie ont augmenté de 5,36% sur le premier semestre 2025.

Le Conseil Monétaire et Bancaire reste attentif aux évolutions économiques nationales et internationales et se tient prêt à ajuster ses instruments de politique monétaire en fonction des objectifs fixés. Cette décision de baisser le taux directeur devrait permettre de stimuler l'économie nationale en facilitant l'accès au crédit pour les entreprises et les particuliers.

Cette décision a fait réagir M Kamal Kheffache, expert en économie qui dans un poste sur son compte officiel Facebook, explique pour sa part que la politique monétaire est un autre instrument de politique économique décidée par la Banque d'Algérie (BA), dont la mission est de réguler rationnellement la quantité de monnaie en circulation dans l'économie (masse monétaire). Celle-ci doit fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie, tout en veillant à la stabilité de la monnaie. Grâce aux taux d'intérêt directeur, elle exerce une influence sur les taux d'intérêt des banques commerciales et, par ce biais, sur le coût du crédit aux ménages et aux entreprises.

Cette mesure vise à renforcer la capacité du système bancaire à financer l'économie nationale, à la lumière des évolutions récentes et des perspectives à moyen terme.

Pour l'expert, la baisse du taux directeur entraînera la baisse des taux d'intérêt proposés par les banques commerciales, ce qui incitera les ménages et entreprises à emprunter plus auprès de leurs banques (en raison de la baisse du coût du crédit), ce qui contribue à la création monétaire.

Et de ce fait, la baisse du taux directeur influera sur l'activité économique et les prix par l'intermédiaire de différents canaux de transmission. Pour lui, la baisse du taux directeur permettra à la Banque d'Algérie de facilite le refinancement des banques commerciales. Ces dernières vont répercuter la baisse sur les taux d'intérêt qu'elles proposent aux ménages et aux entreprises.

Cette initiative permettra aux ménages et aux entreprises de s'endetter plus facilement via le crédit afin de consommer et d'investir davantage. Par conséquent, la baisse du taux directeur va se répercuter également sur les taux d'intérêt des obligations.

Dans ce cas, les opérateurs économiques vont alors préférer orienter leur épargne vers les actions, ce qui va faire s'élever leur prix. De ce fait, la valeur des portefeuilles en actions va augmenter, ce qui permettra à leurs détenteurs de devenir potentiellement plus riches, ce qui va les inciter à plus consommer. En sommes, la baisse du taux directeur engendre une hausse de la demande globale et par voie de conséquence cela provoquera une hausse des prix.

DJELFA

149 millions DA pour la réalisation d'une conduite d'adduction d'eau à Zaâfrane

Une enveloppe de 149 millions de DA a été affectée pour la réalisation d'une conduite d'adduction d'eau au profit de la commune de Zaâfrane, wilaya de Djelfa, dans le but d'améliorer l'alimentation en eau potable dans cette localité, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.
Inscrit dans le cadre d'une opération sectorielle de développement, ce projet devrait améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les différents quartiers de la ville de Zaâfrane, Nord de la wilaya, au profit d'un bassin de population de près de 12.000 âmes. Inspectant le chantier de ce projet, dont le taux d'avancement avoisine les 70%, le wali de Djelfa, Djahid Mous, a insisté sur l'accélération des travaux, soulignant le caractère prioritaire de ce projet, qui répond aux attentes des citoyens.
Selon sa fiche technique, le projet prévoit la pose de 18.000 mètres linéaires de conduites d'eau à partir d'un forage profond, ce qui permettra d'assurer un débit considérable vers les installations de stockage, et partant, doubler les capacités de distribution et garantir leur régularité.

ALGER

La wilaya organise la 7e édition de la grande campagne de nettoiement

La wilaya d'Alger a organisé, vendredi, la 7e édition de la grande campagne de nettoiement qui a touché les rues et les quartiers des 14 circonscriptions administratives, avec la participation de plusieurs entreprises spécialisées dans le nettoyage et l'aménagement de l'environnement ainsi que d'acteurs de la société civile et de citoyens.

Placée sous le slogan: "Main dans la main, préservons la propreté de notre quartier", cette campagne, qui se poursuivra jusqu'à samedi, a pour objectif d'éliminer les points noirs, d'enlever les gravats et de préserver l'environnement des déchets ménagers et autres. Plusieurs entreprises publiques ont pris part à cette initiative, dont l'Etablissement de maintenance des réseaux routiers et d'assainissement d'Alger (ASROUT), les deux entreprises de nettoiement, de collecte et de transport des déchets ménagers de la wilaya d'Alger, à savoir "EXTRANET" et "NETCOM", l'Etablissement public de développement des espaces verts d'Alger (EDEVAL), ainsi que des représentants de la société civile.
A travers cette action, la wilaya d'Alger entend résorber les points noirs et nettoyer les cités, les quartiers et les grandes artères, en procédant également au curage des avaloirs et des oueds, au traitement des fuites d'eau et à l'entretien des espaces verts dans toutes les communes, quartiers et routes secondaires. L'opération concerne également l'entretien de l'éclairage public et la décoration des principales routes par des éclairages artistiques.
A cette occasion, les services de la wilaya d'Alger ont invité les citoyens à contribuer à cette campagne afin d'en assurer le succès et d'atteindre ses objectifs, étant donné que l'implication des habitants facilitera l'identification

des lieux à nettoyer.
Plusieurs sites résidentiels de la nouvelle ville de Sidi Abdellah ont été inclus dans cette campagne et tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour faciliter l'opération qui a connu une forte participation des citoyens et des comités de quartiers, en particulier dans les nouveaux sites où, selon les habitants, "l'absence de décharges prévues à cet effet entraîne des dépôts anarchiques d'ordures".
Le wali d'Alger, M. Abdenour Rabehi, avait présidé, mercredi dernier, une réunion de coordination avec le conseil exécutif de la wilaya, au cours de laquelle un exposé détaillé sur les méthodes, mécanismes de travail, moyens matériels et ressources humaines mobilisés pour cette opération a été présenté.
A cette occasion, il a insisté sur la nécessité d'assurer le succès de cette campagne, en y associant les acteurs et les composantes de la société civile afin d'atteindre les objectifs escomptés.

LE MARCHÉ DE L'AUTOMNE À T'KOUT (BATNA)

Un événement agricole, culturel et touristique

Le marché de la fête de l'automne à T'kout (Batna), organisé chaque année dans la dernière décade du mois d'août, s'est transformé, au fil des années, en un événement culturel et touristique attirant des visiteurs de tous horizons, après avoir constitué un vaste souk pour le négoce des produits de la terre.
Cet événement qui gagne, de plus en plus, en notoriété, organisé cette année du 23 au 29 août, n'est plus seulement une vitrine des différents produits agricoles de la région, mais également, grâce à la volonté et la pugnacité de ses initiateurs, une manifestation culturelle et touristique distinguée qui met en valeur le patrimoine culturel de cette région montagneuse et en promeut les attraits. L'Association culturelle "Idhles Tamezgha" a réussi, ces quatre dernières années, grâce au travail acharné qu'elle accomplit en coordination avec la commune de T'kout, à transformer ce vieil événement économique et commercial en rendez-vous culturel incontournable qui s'ajoute au programme d'exposition de produits agricoles et de cultures saisonnières, et qui est marqué par des spectacles artistiques, des soirées littéraires, des concours intellectuels, des divertissements pour enfants, le tout "baignant" dans une ambiance festive et colorée où l'on peut aussi déguster des mets traditionnels et autres confiseries typiques de la région.
Adel Guettala , membre actif de l'association "Idhles Tamezgha", a déclaré à l'APS, pendant que la fête battait son plein, que l'adjonction d'activités culturelles pendant le marché, vise à mettre en valeur le riche patrimoine culturel, matériel et immatériel, qui fait la fierté de la ville de T'kout, et à promouvoir cette destination en y attirant des visiteurs, d'autant que la cité regorge de monuments anciens qui soulignent la beauté et l'harmonie de l'architecture locale authentique, à l'image de la dechra antique.

Un "souk" attractif pour les agriculteurs, les artisans et les visiteurs

Malgré les fortes chaleurs de la fin d'août, l'engouement des producteurs agricoles, des commerçants, des artisans et des visiteurs ne s'est pas démenti en 2025.
Au contraire, des touristes et des troupes folkloriques y affluent de nombreuses wilayas du pays, de Tamanrasset à In Salah, de Tizi Ouzou à Alger, de Constantine à Sidi Bel-Abbés en passant par Mascara, et même de Tunisie.
Du point de vue de Abdelfarid Abdeslam, chercheur en histoire de la région de T'kout, "le vieux souk de cette ville n'a rien perdu de son lustre malgré son ancienneté, grâce à l'adhésion des habitants de la ville et à leur détermination à le voir organisé chaque année, jusqu'à ce qu'il devienne une date spéciale et incontournable".
Pour sa part, le Dr Djamel Meserhi, chercheur et spécialiste en histoire ancienne à l'université de Batna 1, a indiqué que le marché de la fête de l'automne est "un événement économique dont la dimension anthropologique a tissé, au fil des années, un lien étroit entre la population de T'kout et les habitants des régions voisines, et dont l'écho résonne au-delà de la région des Aurès, comme en ont témoigné certains orientalistes dont cette contrée du pays a inspiré de nombreux écrits".
Le choix de la fin de l'été et du début de l'automne pour l'organisation du marché de la fête de l'automne a été dicté, selon le Dr Meserhi, par le calendrier agricole adopté dans la région, au regard de la profondeur du lien entre les t'koutis et leur terre.
Il a été considéré, à juste titre, que la période est particulièrement favorable à l'échange et au troc de produits agricoles, mais également propice aux réunions de dignitaires de la région, chargés de régler les différends et d'assurer la cohésion sociale.

MARCHÉ DE GROS DES FRUITS ET LÉGUMES À ORAN

Prochaine ouverture d'un espace dédié à l'exportation

Un espace dédié à l'exportation sera prochainement ouvert au niveau du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma (Oran), a-t-on appris, jeudi, auprès de son directeur Yacine Zeroual. M. Zeroual, qui a animé une rencontre avec les mandataires au niveau du siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), pour présenter les perspectives et projets de développement de ce marché, a annoncé le lancement de l'aménagement de cet espace, qui sera ouvert dans deux mois.
Il s'agit d'un hangar de 1.000 mètres carrés de superficie, pourvu d'équipements de nettoyage, de stockage, de calibrage et de conditionnement pour les différents produits agricoles, a-t-il précisé, ajoutant que cette structure sera réalisée selon les normes internationales, afin de permettre aux exportateurs de vendre leurs produits même dans les marchés les plus exigeants.
Ce même responsable a exposé, à cette occasion, les différents projets pour la mise à niveau et la modernisation de ce marché, visant à en faire un pôle régional, d'une part, et a écouté les préoccupations des mandataires. Le coordinateur du bureau d'Oran de l'UGCAA, Mouad Abed, a fait savoir, pour sa part, que l'UGCAA a organisé cette rencontre pour rapprocher les mandataires faisant partie de l'Union des mandataires des fruits et légumes d'Oran (affiliée à l'UGCAA), de l'administration du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma.
Le président de cette même union a expliqué que certaines préoccupations ont été soumises au directeur du marché, notamment la nécessité de réhabiliter un hangar incendié, en février passé, et la révision de la nouvelle tarification d'accès et de location des espaces.

L'État profond des géants de la Tech

La technologie numérique a été présentée comme un outil libérateur capable de soustraire les individus au pouvoir de l'État. Pourtant, l'appareil sécuritaire de l'État a toujours eu un point de vue différent – et aujourd'hui, il reprend le contrôle de sa propre création.

2e partie et fin

Paolo Gerbaudo (*)

Près de la moitié de ses revenus proviennent de contrats gouvernementaux, notamment avec le ministère de la Défense et les agences de renseignement, en plus des forces armées de divers alliés de l'OTAN. Malgré les efforts de l'entreprise pour diversifier ses sources de revenus vers des utilisations plus commerciales, elle devrait rester très liée aux marchés publics, d'autant plus que les tensions mondiales et l'autoritarisme continuent de s'intensifier. Au cours des trois premiers mois de 2025, ses contrats gouvernementaux ont bondi de 45 %, tandis que sa valorisation à Wall Street a augmenté de plus de 200 % depuis l'élection de Trump.

Palantir a été à bien des égards le pionnier du Big Tech Deep State. Lorsqu'elle a été fondée en 2003 par Peter Thiel (également originaire d'Afrique du Sud), un ami proche d'Elon Musk, aux côtés de Stephen Cohen, Alexander Karp et Joe Lonsdale, la société a obtenu un financement initial de la part d'In-Q-Tel, la branche de capital-risque de la CIA, s'alignant ainsi dès sa création sur l'appareil sécuritaire de l'État.

Son service consiste essentiellement à fournir une version plus sophistiquée de la surveillance de masse révélée par les fuites de Snowden il y a plus de dix ans. Il s'efforce en particulier d'aider l'armée et la police à identifier et à suivre diverses cibles, parfois littéralement des cibles humaines. C'est pourquoi il s'appelle Palantir : dans Le Seigneur des anneaux de J. R. R. Tolkien, les Palantiri sont des orbes de cristal magiques utilisés pour voir à distance.

Cette métaphore de la « pierre qui voit » incarne l'intention de l'entreprise d'offrir des services capables de révéler les schémas cachés dans de vastes quantités de données et de fournir des « informations exploitables » à diverses agences. Le service le plus célèbre proposé par Palantir, appelé Gotham, en est un exemple. Utilisé par la CIA, le FBI, la NSA et les armées d'autres États alliés des États-Unis, il offre des capacités d'analyse de modèles et de modélisation prédictive, qui relient les personnes, leurs comptes téléphoniques, leurs véhicules, leurs dossiers financiers et leurs emplacements. Mais la « vision algorithmique » peut également être utilisée avec efficacité sur le champ de bataille. Les services d'IA de Palantir ont déjà été utilisés pour identifier des cibles à bombarder en Ukraine. Bien que l'entreprise nie avec véhémence toute implication directe dans le soutien au génocide à Gaza, il a été rapporté que certains de ses outils les plus avancés ont été fournis à Israël depuis octobre 2023. Compte tenu du secret qui entoure l'entreprise, l'étendue de cette implication reste difficile à vérifier de manière indépendante.

Mais cela ne serait pas une grande surprise : en effet, la collaboration entre Palantir et le gouvernement israélien est si forte que les deux parties ont signé un partenariat stratégique au début de l'année 2024. La rapporteuse spéciale des Nations unies sur la Palestine, Francesca Albanese, a inclus Palantir parmi les entreprises qui tirent profit du génocide. Outre les guerres à l'étranger, Palantir est également très active sur le front intérieur, comme en témoigne sa collaboration de longue date avec l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), qui n'a fait que s'intensifier depuis l'arrivée au pouvoir de Trump. Son logiciel a été utilisé pour la surveillance et le suivi en temps réel d'individus, facilitant les raids sur les lieux de travail et les domiciles, tels que ceux qui sont devenus de plus en plus fréquents sous la présidence de Trump.

En bref : Palantir est une entreprise dont l'activité consiste à soutenir l'État sécuritaire dans ses manifestations les plus brutales, dans des opérations militaires qui entraînent des pertes humaines massives, y compris parmi les civils, et dans l'application brutale des lois sur l'immigration, qui terrifie une grande partie de la population résidant aux États-Unis. Malheureusement, Palantir n'est qu'une partie d'un complexe militaro-informationnel beaucoup plus vaste, qui est en train de devenir l'axe du nouveau Big Tech Deep State. Plusieurs entreprises similaires ont fait leur apparition ces dernières années. La plus dystopique est peut-être Anduril Technology, spécialisée dans les « systèmes autonomes », c'est-à-dire l'application de l'IA à l'armement. Elle a été fondée par Palmer Luckey, un entrepreneur qui avait auparavant inventé le casque de réalité virtuelle Oculus Rift.

Il se définit lui-même comme un « sioniste radical ». Il était un partisan précoce de Make America Great Again (MAGA) qui, dès 2016, organisait diverses collectes de fonds pour Trump. Anduril (qui porte là encore un nom tolkien) se concentre sur divers services basés sur l'IA pour le secteur de la défense, tels que la surveillance automatisée des frontières et des infrastructures, le drone Altius équipé de munitions vagabondes et les systèmes de réalité augmentée pour les soldats. Elle est aujourd'hui évaluée à plus de 30 milliards de dollars.

Ces entreprises représentent le pire du capitalisme et de l'interventionnisme étatique. Elles agissent dans des secteurs obscurs, où la concurrence est quasi inexistante, et vivent des marchés publics militaires, un secteur qui manque cruellement de transparence et qui est notoirement en proie à la corruption et à de lourdes formes d'ingérence politique. Cela est ironique, étant donné que leurs magnats, tels que Thiel, se présentent comme des libertariens opposés à l'État. En réalité, elles sont tellement liées à l'État qu'il vaut mieux les considérer comme des ramifications financiarisées de l'appareil sécuritaire étatique plutôt que comme des entreprises privées véritablement autonomes.

Contre l'Empire technologique

Non seulement des entreprises comme Palantir et Anduril sont devenues de nouveaux outils de l'État sécuritaire, contribuant à la guerre à l'étranger et à une répression policière sévère au niveau national, mais elles ne s'en cachent plus, allant même jusqu'à présenter leurs activités comme guidées par des idéaux nobles.

Dans son dernier ouvrage intitulé Technological Republic [La République technologique, NdT], le PDG et philosophe de Palantir, Karp, s'est montré lyrique à propos du retour de la Silicon Valley à ses origines. Ancien libéral, Karp est titulaire d'un doctorat de l'Institut de recherche sociale de l'université Goethe de Francfort, berceau de l'école de Francfort, institution issue du groupe dirigé par Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, et plus récemment associée à de grands post-marxistes libéraux tels que Jürgen Habermas, qui a même brièvement été le mentor académique de Karp avant que celui-ci ne se voie attribuer un autre directeur de thèse.

Alors que les fondateurs de l'école de Francfort envisageaient les sciences sociales comme un terrain d'enquête critique au service de l'émancipation humaine, Karp a utilisé ces connaissances pour faire quelque chose de tout à fait différent : concocter une justification idéologique expliquant pourquoi la Silicon Valley devrait embrasser l'État sécuritaire.

Dans son livre, Karp critique la Silicon Valley pour s'être trop concentrée sur la fourniture de services aux consommateurs et avoir négligé ses devoirs envers l'État et les objectifs géopolitiques connexes, en particulier dans le contexte de l'escalade de la confrontation avec la Chine. Il souhaite que l'internet s'éloigne de la « mignonnerie » des emojis et des selfies sur Instagram pour adopter une éthique martiale de sacrifice et de patriotisme, dans un paysage peuplé de systèmes d'armes contrôlés par l'IA, de drones autonomes, de robots de combat et d'autres technologies dystopiques dignes de la science-fiction.

Cette position est justifiée par le « patriotisme », même s'il s'agit d'un patriotisme qui correspond parfaitement aux intérêts économiques de Karp et de ses semblables. Karp considère « l'union de l'État et de l'industrie du logiciel » comme une question de survie nécessaire pour les deux. Divers ennemis extérieurs sont invoqués afin d'accentuer le sentiment de danger, notamment la Russie et la Chine, toutes deux accusées de menacer les démocraties occidentales. Il semble que la peur des autocraties soit le seul thème libéral que Karp ait conservé de son ancien moi habermasien.

Dans le cas de Palantir, cette collaboration « patriotique » avec le gouvernement n'est qu'une mascarade hypocrite : elle reflète la nécessité matérielle d'une entreprise fortement dépendante des marchés publics. Pour le reste d'entre nous, dont la vie ne dépend pas des contrats de défense, ni des fluctuations du cours des actions de Palantir ou du développement de technologies militaires meurtrières, il est temps de prendre conscience que le complexe militaro-informationnel représente une menace majeure pour ce qui reste de nos démocraties.

Ce type d'alliance d'intérêts représente généralement une menace majeure pour la démocratie et la paix, comme l'avait dénoncé Eisenhower il y a plusieurs décennies. Pour restaurer la démocratie dans les sociétés occidentales menacées par la montée de l'autoritarisme et garantir la paix dans un monde déchiré par la guerre, il faut mettre fin au pouvoir tentaculaire de ces géants sécuritaires. Cela signifie reléguer aux oubliettes de l'histoire le nouvel « État profond » omniprésent qu'ils ont rendu possible.

(*) Sociologue à l'université Complutense de Madrid et associé à l'institut Alameda. Il est l'auteur de The Great Recoil: Politics after Populism and Pandemic

Source : Jacobin 18-07-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

Le Caire boucle 220 millions $ d'investissements étrangers pour un complexe industriel

Ce projet, qui sera réalisé sur une période de trois ans, permettra de générer 841 emplois, et vise à construire un complexe industriel intégré destiné à produire des cellules solaires et des panneaux solaires.
L'Egypte a procédé à la signature, le mercredi 27 août 2025, d'un contrat de 220 millions $ avec des investisseurs des Émirats arabes unis, de Bahreïn et de la Chine pour le projet « Atom Solar Egypt », qui sera réalisé sur une période de trois ans. Il devrait générer 841 emplois directs sur le marché égyptien.
D'après le gouvernement, le projet vise à construire un complexe industriel intégré sur une superficie de 200 000 mètres carrés, destiné à produire des cellules solaires d'une capacité de 2 gigawatts, des panneaux solaires de 2 gigawatts, ainsi qu'une usine de systèmes de stockage d'énergie d'une capacité de 1 gigawatt/heure.
Cette information intervient au moment où le gouvernement égyptien cherche à améliorer le climat des affaires et à établir un environnement de travail favorable dans le but d'attirer davantage d'investissements, notamment dans les industries de pointe, afin de renforcer son rôle en tant que centre stratégique de production et d'exportation vers les marchés régionaux et internationaux.
Notons que le pays envisage de développer les énergies renouvelables à l'échelle nationale et de positionner la zone économique du canal de Suez comme un pôle industriel et d'investissement dans les énergies propres.
Atom Solar Egypt ouvre de vastes perspectives pour la mise en place de chaînes d'approvisionnement intégrées dans le secteur des énergies nouvelles et renouvelables, « tout en renforçant la position de l'Égypte comme plateforme de localisation des industries vertes, et en contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable et de la Vision Égypte 2030 », a indiqué Walid Gamal El-Din, président de l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez.

CONSEIL DES MINISTRES EN TUNISIE

Saied insiste sur la justice sociale et la dignité du citoyen tunisien

Le président de la République, Kais Saied, a présidé dans la matinée du vendredi 29 août 2025 une réunion du Conseil des ministres.

À cette occasion, il a réaffirmé que la Tunisie « avance malgré les difficultés » et a appelé à une vigilance accrue face aux « pratiques anormales » dans certains services publics, dont les sources et les objectifs, selon lui, sont connus et désormais dévoilés.
Le chef de l'État a souligné que la conscience collective du peuple tunisien constitue le principal rempart contre toute tentative de semer le doute ou le désespoir.
Il a rappelé que l'édification d'un État social ne se limite pas à un secteur particulier mais concerne l'ensemble des institutions.
Les lois, a-t-il insisté, doivent répondre aux attentes des citoyens et être appliquées par des responsables convaincus de leur légitimité.
Kais Saied a également évoqué la question du chômage, en particulier celui des diplômés, affirmant que « les obstacles tomberont » pour permettre à cette jeunesse, qualifiée de « combattante », d'accéder à ses droits légitimes.

Distribution, lutte contre la spéculation et justice sociale

Le président a abordé le sujet sensible des circuits de distribution, annonçant la nécessité d'un nouveau modèle afin de mettre un terme définitif à la spéculation et aux pratiques des lobbies.
Le président a affirmé que « le voile est levé » sur ces réseaux et leurs agissements ne resteront pas impunis. Il a insisté sur le droit fondamental du citoyen à la dignité et à la justice, qualifiant ce droit de « sacré ».
Concernant la rentrée scolaire et universitaire 2025, Kais Saied a souligné qu'il ne s'agit pas d'un simple rendez-vous annuel mais d'un investissement dans l'avenir du pays.
Le président a appelé à mobiliser tous les moyens nécessaires pour garantir son succès : disponibilité des manuels et fournitures scolaires dans les délais, contrôle de leur qualité, sécurité et maintenance des établissements, ainsi que bonne organisation du transport scolaire et universitaire.

Vers une triple réforme : législative, administrative et culturelle

En conclusion, le président a affirmé que la révolution législative en cours ne suffira pas à elle seule. Elle doit être accompagnée d'une révolution administrative, qui ouvrira la voie à une révolution culturelle irréversible.
Kais Saied a martelé que les changements ne peuvent se concrétiser « par les promesses ou les vœux pieux », mais seulement par la force d'un droit juste et appliqué.

DUBAÏ

L'Emirat frôle la barre des 4 millions d'habitants

Avec près de 4 millions d'habitants au 25 août 2025, Dubaï atteint un record historique de population. En un an, l'émirat a accueilli plus de 200 000 nouveaux résidents, enregistrant la croissance démographique la plus rapide de son histoire, un reflet saisissant de son attractivité et de son développement accéléré.
La population de Dubaï est sur le point de franchir un nouveau cap historique : selon les dernières données publiées par le Dubai Statistics Centre, l'émirat comptait 3 999 247 habitants au 25 août 2025. Cela représente une hausse de 3,5 % depuis le début de l'année, soit plus de 134 000 nouveaux résidents en à peine huit mois.
La croissance démographique actuelle équivaut à environ 567 nouveaux habitants par jour, confirmant une dynamique sans précédent dans l'histoire de la ville. En août 2024, la population était estimée à 3,79 millions : plus de 200 000 personnes se sont installées à Dubaï en douze mois, un rythme de progression jamais atteint auparavant.
Une croissance qui concerne aussi les citoyens émiratis
Fait notable, cette progression ne concerne pas uniquement les expatriés. La population émiratie elle-même a augmenté de 2,5 % en 2024, atteignant près de 300 000 citoyens. Il s'agit du niveau le plus élevé jamais enregistré pour la population locale, reflétant à la fois une croissance naturelle stable et un contexte migratoire dynamique.
Pour mesurer l'ampleur de cette évolution, il suffit de se rappeler que Dubaï était encore une petite ville commerçante de 175 000 habitants dans les années 1970. Le cap des 2 millions d'habitants avait été franchi le 24 décembre 2011, à la sortie de la crise financière mondiale. Atteindre aujourd'hui près du double en moins de 15 ans illustre à quel point la transformation urbaine, économique et sociale de Dubaï est spectaculaire.

ARABIE SAOUDITE

Ryad forme une nouvelle génération d'éco-journalistes

En tant que nation en marche vers un avenir plus vert, l'Arabie saoudite jette des ponts entre le public et les fonctionnaires, sensibilise et conçoit des campagnes qui promeuvent le développement durable.
Ces efforts, qui s'inscrivent dans le cadre de la Vision 2030, visent à éduquer les gens sur les écosystèmes et sur le rôle qu'ils peuvent jouer pour les protéger et les améliorer. Pour soutenir ces objectifs, la communication est essentielle. Le journalisme est l'un des outils les plus efficaces.
Le journalisme environnemental, largement utilisé dans les pays développés et en développement, joue un rôle essentiel dans la sensibilisation du public.
Qu'il s'agisse de rendre compte des questions écologiques ou de donner aux communautés les moyens de participer à la Vision 2030, l'Arabie saoudite a besoin de plus de journalistes spécialisés dans l'environnement. Pourtant, ce domaine reste relativement peu connu dans le pays.
Conscient de cette lacune, le Centre national pour la conformité environnementale a commencé à prendre des mesures pour défendre et soutenir l'éco-journalisme.
"Je pense que nous avons remarqué ces dernières années... il y a dix ans, qu'il n'y avait pas vraiment de médias professionnels et spécialisés... dans le monde arabe", a déclaré à Arab News Saad Al-Matrafi, directeur exécutif des médias et de la communication et porte-parole officiel du NCEC.
M. Al-Matrafi a fait remarquer que si le journalisme politique, économique et sportif est assez populaire, le journalisme environnemental est loin derrière.
"Ici, au centre, nous nous concentrons sur la formation d'une génération spécialisée, pour qu'elle soit bien ciblée, bien informée et éduquée en matière d'environnement", a-t-il déclaré.
M. Al-Matrafi a expliqué que les journalistes environnementaux ne devraient pas se contenter de rendre compte des événements, mais qu'ils devraient également prendre part à des conversations plus larges, participer à des programmes de sensibilisation, promouvoir l'éducation à l'environnement et servir de pont entre le public et les décideurs politiques
Ce rôle est reconnu au niveau international. L'UNESCO a identifié le journalisme environnemental comme un domaine essentiel pour rendre compte, enquêter et communiquer au public les questions environnementales.
Dans un rapport publié en 2024, l'agence des Nations unies note que plus de 70 % des journalistes environnementaux du monde entier ont été attaqués pour leur travail au cours des 15 dernières années - une période qui a également été marquée par une montée en flèche de la désinformation sur les questions environnementales.

BURKINA FASO

Un opérateur indien veut se lancer dans la transformation du karité

Au Burkina Faso, le karité est l'un des principaux produits agricoles d'exportation après le coton et l'anacarde. Dans le pays, le gouvernement mise sur l'industrialisation pour améliorer la contribution de la filière à l'économie.

Au Burkina Faso, la filière karité accueille un nouvel acteur industriel étranger. Le jeudi 28 août, le groupe indien Manorama Industries, spécialisé dans la production et la commercialisation de matières grasses et de beurres végétaux, a signé un protocole d'accord avec le Bureau national des grands projets du Burkina (BN-GPB), pour implanter une unité de production de beurre de karité.

L'annonce a été faite par Ashish Saraf, président du groupe indien, dans un communiqué relayé par les médias locaux, qui précise que son projet dans le pays ouest-africain sera porté par une filiale locale nouvellement créée et baptisée Manorama Burkina Industries SA.

Déjà en mai dernier, une délégation du groupe Manorama avait été reçue par le ministre burkinabè du Commerce pour discuter et explorer les opportunités de collaboration ainsi que les facilités que l'État burkinabè pourrait offrir dans le cadre de cette implantation industrielle

Si les détails concernant la capacité de production et la date de démarrage des travaux n'ont pas encore été communiqués, ce projet devrait contribuer à renforcer l'industrie locale et redresser les exportations de beurres de karité à terme.

Cet investissement s'aligne notamment sur la stratégie mise en œuvre par le gouvernement burkinabè pour industrialiser et renforcer la chaîne de valeur du karité dans le pays. En effet, le Burkina Faso interdit, depuis septembre 2024, l'exportation des noix de karité sous forme brute, en vue de rendre disponible l'amande de karité utilisée comme matière première par les unités industrielles de transformation au niveau national.

CENTRAFRIQUE

BGFIBank envisage de saisir les actifs de Tamoil RCA

Pour une dette estimée à 8,8 millions $, BGFIBank menace de saisir des stations-service et le siège social de TAmoil RCA. La direction de Tamoil remet en cause la dette réclamée.

Selon une correspondance interne consultée par Africa Intelligence, et rapportée le lundi 25 août 2025, la banque gabonaise BGFIBank a adressé une mise en demeure au distributeur de produits pétroliers Tamoil RCA, anciennement Total Centrafrique, exigeant le règlement de 4,68 milliards de francs CFA (environ 8,8 millions $) avant le 25 août. Passé ce délai, la banque menace de saisir les biens donnés en garantie, à savoir : des stocks de carburant Jet-A1, quatre stations-service et le siège de la société.

BGFIBank reproche à Tamoil RCA de n'avoir effectué aucun remboursement sur la ligne de crédit accordée et d'avoir entièrement consommé les facilités sans contrepartie.

Pour BGFIBank, l'opération vise à limiter ses pertes et à envoyer un signal ferme à ce débiteur en difficulté sur le marché centrafricain. Du côté de Rochefort International, actionnaire de référence de Tamoil RCA, la position diverge. Simon Richet, son vice-président, affirme que la dette réelle ne dépasse pas 3,5 milliards de francs CFA, avec un plan de remboursement sur cinq ans déjà convenu. Il conteste aussi l'étendue des garanties évoquées par la banque, affirmant qu'une hypothèque sur le siège social constitue la seule sûreté réellement consentie.

La relation entre Tamoil RCA et BGFIBank s'est détériorée ces derniers mois. En juillet 2025, un huissier avait réclamé le déblocage de 150 millions de francs CFA pour régler des salaires impayés.

La banque avait rejeté cette demande, accusant Tamoil RCA de continuer à solliciter des financements, malgré l'absence de remboursements. Le mardi 12 août 2025, le directeur général, Clovis Kape, a été remplacé par Sylvain Wabangue, un cadre interne.

BURKINA FASO

Le gouvernement veut acquérir 35 % d'intérêts dans la nouvelle mine d'or Kiak

La mine d'or Kiaka est capable de livrer en moyenne 234 000 onces d'or par an sur une durée de vie de 20 ans. Selon les dispositions du code minier de 2024, le gouvernement burkinabé peut acquérir au moins 30 % dans le projet, en plus de sa participation gratuite de 15 %.

Au Burkina Faso, le gouvernement veut acquérir une participation supplémentaire de 35 % dans la mine d'or Kiaka, portant ainsi sa participation dans le projet à 50 %.

C'est l'information donnée jeudi 28 août par West African Resources, propriétaire australien de la mine, qui a demandé à l'ASX une suspension de sa cotation en bourse.

Un des décrets d'application du code minier burkinabé de 2024 indique que le gouvernement peut acquérir une participation « d'au moins 30 % pour lui et/ou le secteur privé national, à titre onéreux », en plus de sa participation gratuite dans les mines. Le coût de cette acquisition, faite par souscription, ne dépend pas de la valeur marchande de la mine, mais des dépenses engagées en exploration et en études de faisabilité. Pour Kiaka, l'étude de faisabilité de 2024 a estimé le coût de construction à 447 millions de dollars.

Dans son communiqué, West African Resources n'a pas donné de détails sur le prix proposé pour les 35 % d'intérêts que le gouvernement burkinabé veut acquérir dans Kiaka.

Entrée en production en fin juin 2025, l'actif est capable de livrer en moyenne 234 000 onces d'or par an sur une durée de vie de 20 ans. Au cours actuel de l'or, la valeur de la production annuelle moyenne serait de 795,6 millions de dollars.

Il faudra attendre les prochaines communications de West African Resources pour avoir davantage d'informations sur ce dossier. La compagnie prévoit un nouveau communiqué d'ici le 1er septembre.

Les autres compagnies minières opérant au Burkina Faso et potentiellement concernées par les dispositions du décret évoqué plus haut n'ont encore fait aucune communication, à l'exception d'Orezone Resources. La société canadienne active à la mine Bomboré a également suspendu sa cotation, en raison des spéculations du marché.

« La société confirme qu'elle n'a pas reçu de demande similaire de la part du gouvernement du Burkina Faso.

La société a pris contact avec le gouvernement à ce sujet et rencontrera ses représentants en personne au cours du week-end afin de confirmer que le gouvernement n'a pas l'intention d'acquérir une participation dans la mine de Bomboré », indique-t-elle.

AFRIQUE DU SUD

975 MW solaires entrent en opération pour Sasol et Air Liquide au complexe Secunda

Au sein du pays le plus industrialisé et le plus polluant d'Afrique, Secunda est un acteur clé de l'industrie lourde. Avec la centrale Damlaagte, Sasol et Air Liquide réalisent une avancée dans une transition déjà engagée.

Le projet solaire Damlaagte de 97,5 MW, développé par Mainstream Renewable Power dans le Free State en Afrique du Sud, est désormais en exploitation commerciale. Première centrale de décarbonation du complexe de Secunda (carburant synthétique) à franchir le cap du financement, elle fournira environ 270 GWh d'électricité propre par an sur 20 ans aux industriels Sasol et Air Liquide.

Sasol présente ce projet comme une étape déterminante dans sa trajectoire vers la neutralité carbone de ses activités. « Nous avons atteint une étape critique avec le premier projet de décarbonation de Secunda à atteindre le closing financier. C'est un progrès significatif vers notre ambition de réduire nos émissions de 30% d'ici 2030 » déclarait au bouclage financier Priscillah Mabelane, vice-présidente exécutive de Sasol Energy Business.

Le groupe a déjà sécurisé plus de 600 MW de renouvelable, sur un objectif de 2 GW à horizon 2030.

Air Liquide insiste de son coté sur la portée stratégique du projet, estimant que la mise en service commerciale de Damlaagte est une étape importante pour la décarbonisation de ses activités à Secunda. L'entreprise vise une réduction de 30 à 40% de ses émissions locales d'ici 2031.

Dans un pays où plus de 80% de l'électricité provient du charbon et où Eskom peine à maintenir le réseau stable malgré les progrès récents, les accords d'achat d'électricité privés deviennent un levier essentiel pour les industriels. Damlaagte confirme donc un virage énergétique.

Pour transformer Secunda toutefois, il faudra une multiplication de projets de plusieurs centaines de mégawatts, seule voie crédible pour aligner ces géants industriels de l'Afrique du Sud sur les trajectoires climatiques mondiales.

BOURSE ZURICH

Les indices en recul pour terminer la semaine

La Bourse suisse a terminé sur une note négative vendredi. Après un petit coup de mou en matinée et un plus bas du jour sur le coup des 11 heures, le SMI est remonté et s'est installé un peu au-dessus de l'équilibre, restant de marbre après la publication de l'inflation PCE aux Etats-Unis. Il est repassé au rouge et sous les 12'200 points dans le sillage du début de séance négatif à Wall Street.

A New York, les indices cédaient du terrain en matinée, digérant la publication d'un indicateur d'inflation aux Etats-Unis, en ligne avec les attentes des investisseurs et qui ne remet pas en question leurs anticipations des prochaines baisses des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'inflation est restée stable à 2,6% sur un an en juillet aux Etats-Unis, selon l'indice officiel PCE, dans un contexte où la hausse des prix est un sujet hautement sensible depuis que le gouvernement Trump impose de nouvelles taxes sur les importations.

L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) se présente en revanche en légère accélération, à 2,9% en glissement annuel contre 2,8% le mois précédent, rapporte le ministère américain du Commerce.

"Rien de tout cela n'est surprenant, dans la mesure où l'une des particularités du PCE est que la plupart des données qui le composent sont déjà connues" grâce aux publications des prix à la production (PPI) et à la consommation (CPI), a commenté auprès de l'AFP Art Hogan, de B. Riley Wealth Management.

"Les économistes sont donc beaucoup plus à même d'estimer à quoi cela va ressembler", selon M. Hogan. Pour l'analyste, ces données "laissent certainement la porte grande ouverte à une baisse des taux par la Fed en septembre".

Le SMI a terminé en recul de 0,26% à 12'187,58 points, avec un plus bas à 12'158,21 points et un plus haut à 12'238,86 points. Le SLI a cédé 0,40% à 2006,14 points et le SPI 0,29% à 16'907,81 points. Sur les 31 valeurs vedettes, 22 ont reculé, huit avancé et Holcim a terminé inchangé.

Le géant zougois des matériaux de construction a clôturé la cession de ses activités au Nigeria à son homologue chinois Huaxin Cement. L'opération avait été annoncée fin 2024 et valorisait la filiale nigériane à 1 milliard de dollars sur une base de 100% des parts.

Le bon Lindt (+1,1%), précède Zurich Insurance et Sonova (chacun +0,8%) et Nestlé (+0,7%) sur le podium du jour.

Les deux autres poids lourds Roche (-0,3%) et Novartis (-0,4%) ont pesé sur l'indice.

Amrize (+0,3%), fraîchement séparé d'Holcim et coté à Zurich et New York, fait l'objet d'une offre de rachat de titres par la société américaine TRC Capital Investment que le conseil d'administration recommande de rejeter.

VAT Group (-2,8%) a terminé lanterne rouge, derrière Swatch Group (-2,0%) et Kühne+Nagel et Julius Bär (chacun -1,7%).

Sur le marché élargi, Compagnie Financière Tradition (CFT, +0,4%) a enregistré des résultats en progression sur les six premiers mois de l'année. Après une performance soutenue par la forte volatilité des marchés, la direction ne donne pas de perspectives chiffrées pour 2025, mais note déjà une croissance de ses activités au début du second semestre.

Carlo Gavazzi (+0,6%) va fermer son usine de Malte. La fermeture interviendra en plusieurs étapes, la date d'achèvement de la restructuration, tout comme le nombre d'employés touchés par la mesure, n'est pas communiqué.

DKSH (-0,7%) a obtenu les droits de marketing et de distribution à Singapour pour un traitement contre le diabète et la perte de poids du laboratoire américain Eli Lilly. Les détails financiers du contrat n'ont pas été divulgués.

Edisun (-3,9%) a souffert d'une production bridée par divers facteurs sur les six premiers mois de l'année. La société zurichoise accuse à mi-parcours une perte nette de 2,97 millions de francs suisses, à comparer avec un déficit de 1,25 million sur la même période un an plus tôt.

Plazza (+1,0%) a vécu un premier semestre fructueux. Elle est parvenue à étoffer ses revenus, son bénéfice net s'est envolé de près d'un quart (+24%) en l'espace d'un an à 25,3 millions de francs suisses. Hors effets des réévaluations, il a bondi de 34% à 12,2 millions.

Santhera (-0,3%) a conclu un accord avec l'entreprise indienne Ikris Pharma Network. Ce partenaire sera chargé de la distribution du médicament Agamree (vamorolone), utilisé contre la myopathie de Duchenne, en Inde.

BOURSE DE PARIS

Le CAC 40 termine la semaine dans le rouge

Le CAC 40 termine le mois d'août avec une dernière séance dans le rouge. Sans véritable catalyseur, la Bourse de Paris a ouvert en territoire négatif, mais elle a tenté de passer dans le vert quelques minutes plus tard. Après ce bref passage au-dessus de l'équilibre, le principal indice boursier a passé une grande partie de la matinée à glisser.

Les Bourses mondiales ne sont pas bouleversées par les données sur l'inflation américaine. Dernière statistique attendue avant la fin du mois d'août, l'indice PCE a dévoilé une inflation stable aux États-Unis pour le mois de juillet à + 2,6% sur un an. En revanche, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire sans l'énergie et l'alimentation, est passée d'une hausse de 2,8% à 2,9% en un mois.

Orange est la plus forte progression du CAC 40 lors de cette séance avec un gain de 1,20%, à 13,90 euros. L'entreprise de télécommunications tente un rebond après avoir enchaîné quatre séances dans le rouge. La société est dépendante du marché national, qui est touché par l'instabilité politique.

Pour autant, le groupe français a annoncé ce vendredi un emprunt de 900 millions d'euros à 12 ans avec un coupon de 3,75% sur le marché obligataire. Dans un communiqué, Orange souligne la poursuite de sa «politique de gestion prudente et active de son bilan». Depuis le 1er janvier 2025, le titre grimpe de plus de 44% en Bourse.

Nexity est la lanterne rouge du SBF 120 lors de cette séance avec une baisse de 5,17%, à 8,63 euros. Le promoteur immobilier est particulièrement pénalisé par l'annonce d'un vote de confiance le 8 septembre prochain. Cette décision soudaine du premier ministre François Bayrou a accentué la pression sur le marché obligataire.

Le rendement sur 10 ans français est passé de 3,42% à 3,51% depuis lundi. Il s'est notamment rapproché du 10 ans italien (3,61%). Cette montée des taux longs se répercute sur les taux des crédits immobiliers. Fortement implantée dans un marché immobilier hexagonal encore en souffrance, l'action Nexity a donc chuté de plus de 21% en Bourse lors des cinq dernières séances.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 27 Août 2025
Valeur : 29 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.0296	130.0446
1	EUR	EURO	150.8473	150.8777
1	GBP	POUND STERLING	174.8180	174.9087
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9589	87.9750
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1570	18.1616
1	CHF	SWISS FRANC	161.2870	161.3857
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8706	93.8882
1	DKK	DANISH KRONE	20.2079	20.2146
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5467	13.5510
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7821	12.7858
1	AED	UAE DIRHAM	35.4015	35.4152
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6515	34.6601
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.2112	425.3994
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2190	44.6634
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3900	14.3917
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9029	24.0258
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2565	3.2666
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.7703	177.7703

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en baisse, la tech pèse

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, plombée par les mauvaises performances de Dell, Nvidia et d'autres valeurs liées à l'intelligence artificielle (IA).

L'indice Dow Jones a reculé de 0,20% à 45.544,88 points.

Le S&P-500, plus large, a cédé 0,64% à 6.460,26 points au lendemain d'un record de clôture.

Le Nasdaq Composite a perdu 1,15% à 21.455,55 points.

Sur la semaine, le Dow baisse de 0,19%, le S&P 500 de 0,1% et le Nasdaq de 0,19%. Sur le mois écoulé, le S&P 500 a pris 1,91%, le Nasdaq 1,58% et le Dow Jones a grimpé de 3,21%, selon des données provisoires.

Dell a chuté de près de 9%, une des plus fortes baisses du S&P 500, malgré le relèvement de ses perspectives annuelles, en raison du coût de fabrication jugé élevé de ses serveurs optimisés pour l'IA sur fond de concurrence accrue.

Nvidia a perdu 3,4%, sa troisième séance de baisse consécutive depuis la publication, mercredi, de ses résultats trimestriels inférieurs aux attentes du marché. Le sous-indice S&P des technologies a baissé de 1,63%.

Sur le front macro-économique, les chiffres des prix à la consommation aux Etats-Unis pour juillet ont montré une accélération de l'inflation, conformément aux attentes des économistes, ce qui ne remet cependant pas en cause à leurs yeux le scénario d'une baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale (Fed) en septembre. "Même si nous constatons une poussée de l'inflation, la Fed pourrait passer outre, étant donné que cela sera lié aux droits de douane et de nature temporaire", a estimé Jim Smigiel, responsable des investissements à SEI.

La Bourse de New York sera fermée lundi pour le Labor Day.

SON MINISTRE DU COMMERCE L'A AFFIRMÉ

L'Inde ne «s'inclinera pas» face aux surtaxes américaines

L'Inde ne «s'inclinera pas» et se concentrera sur la conquête «de nouveaux marchés», a déclaré vendredi le ministre indien du Commerce Piyush Goyal après le passage à 50% de la surtaxe douanière imposée par Washington à ses produits.

«Nous ne nous inclinerons pas et ne montrerons jamais de faiblesse. Nous continuerons à avancer ensemble et à conquérir de nouveaux marchés», a déclaré Piyush Goyal lors d'une conférence dans la capitale New Delhi. «Nous sommes toujours prêts si quelqu'un souhaite conclure un accord de libre-échange avec nous», a-t-il ajouté.
Les droits de douane imposés par les États-Unis aux produits indiens importés sur son sol sont passés mercredi de 25 à 50%, une décision prise par Donald Trump en représailles aux achats de pétrole russe par New Delhi. L'entrée en vigueur de ces sanctions n'avait pas suscité de réaction immédiate des autorités indiennes, qui les avaient déjà dénoncées comme «injustes, pas justifiées et pas raisonnables».
Ces droits de douane de 50% sont parmi les plus élevés imposés par le président américain depuis son retour à la Maison Blanche.
Malgré les inquiétudes sur les perspectives pour l'économie indienne, le Produit intérieur brut (PIB) du pays a grimpé de 7,8% lors du trimestre allant d'avril à juin, selon des données officielles publiées vendredi, par rapport à la même période de l'année précédente.
Cette solide performance provient en partie de la hausse des dépenses publiques, de la croissance du secteur manufacturier et de l'amélioration de la confiance des consommateurs. Les expéditions indiennes vers les États-Unis se sont largement maintenues entre avril et juillet, notamment parce que les exportateurs avaient avancé les envois de marchandises.
Mais avec l'entrée en vigueur des surtaxes de 50%, les experts prévoient une forte baisse.
Les États-Unis étaient la première destination des produits indiens en 2024, pour une valeur totale de 87,3 milliards de dollars. Le ministre indien du Commerce a annoncé que le gouvernement allait prendre des mesures dans les prochains jours pour soutenir tous les secteurs et stimuler l'économie.
Piyush Goyal a indiqué pouvoir «affirmer avec certitude que les exportations indiennes dépasseront cette année les chiffres de 2024-2025».
Le Premier ministre indien Narendra Modi a par ailleurs indiqué mi-août vouloir soutenir la consommation des ménages avec des baisses de taxes.

PORTUGAL

La croissance rebondit au 2T portée par la consommation intérieure

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal a progressé de 0,6% au deuxième trimestre, après un recul de 0,4% au trimestre précédent, porté notamment par la demande intérieure, selon une nouvelle estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques (INE).
Cette croissance trimestrielle s'explique surtout par le dynamisme de la consommation des ménages, qui a rebondi de 0,9% par rapport au trimestre précédent, a précisé l'INE.
En glissement annuel, le PIB affiche une hausse de 1,9%, contre 1,7% au premier trimestre.
Pour l'ensemble de l'année 2025, la Banque du Portugal table sur une croissance de 1,6%, après une hausse de 1,9% l'an dernier.
L'office portugais des statistiques a également publié vendredi les chiffres provisoires de l'inflation pour le mois d'août.
Les prix à la consommation ont grimpé pour le cinquième mois consécutif, l'inflation atteignant 2,8% sur un an, après 2,6% en juillet. Les prix ont été tirés principalement par la forte hausse de ceux des produits alimentaires non transformés (+7%).
Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a toutefois reculé de 0,2%. L'indice harmonisé des prix, qui permet la comparaison avec les autres pays de la zone euro, a connu en août une hausse de 2,5% en glissement annuel, soit une augmentation similaire à celle observée le mois dernier. Après 2,7% l'année dernière, l'inflation devrait s'établir pour cette année à 1,9%, puis 1,8% en 2026 et 1,9% l'année suivante, selon les dernières prévisions de la Banque du Portugal.
En juillet, le taux de chômage a atteint son plus bas niveau depuis plus de trois ans, a aussi annoncé l'INE. Il s'est établi à 5,8%, "soit le niveau le bas depuis février 2022 (5,7%)", a détaillé l'office statistique.
La baisse est particulièrement marquée chez les moins de 25 ans.
"En juin et juillet 2025, le taux de chômage des jeunes (18,9%) a enregistré le plus bas niveau depuis juin 2023 (18,5%)", a souligné l'INE.

CANADA

Recul du PIB au 2eme trimestre en raison de la chute des exportations

L'activité économique canadienne s'est contractée au deuxième trimestre, en raison de la chute des exportations plombées par les droits de douane imposées par les Etats-Unis.
Le PIB de la 9e puissance économique mondiale a reculé de 1,6% par rapport au premier trimestre, en rythme annualisé, selon les données publiées vendredi par Statistique Canada. Il s'agit du premier recul en sept trimestres pour le PIB canadien.
L'agence gouvernementale a également revu à la baisse la croissance du premier trimestre à 2% en rythme annualisé contre 2,2% annoncé fin mai.
Les exportations de biens affichent une baisse marquée, note l'institut, l'imposition de droits de douane par les Etats-Unis ralentissant le commerce entre les voisins nord-américains.
Les exportations ont diminué de 7,5% au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 1,4% au premier trimestre.
En raison des droits de douane imposés par les Etats-Unis, les exportations canadiennes de voitures automobiles et de camions légers ont fortement reculé (-24,7%) au deuxième trimestre.
Les exportations de machines, matériel et pièces industriels (-18,5%) et celles des services de voyages (-11,1%) ont aussi diminué, souligne Statistique Canada dans son communiqué.

JAPON

Vers un budget record pour la défense, dépenses triplées pour les drones

Le ministère japonais de la Défense veut fortement renforcer son arsenal de drones dans le cadre d'une nouvelle demande de budget record présentée vendredi pour faire face à un "environnement sécuritaire qui se détériore considérablement".
Ces dernières années, le Japon a abandonné sa position pacifiste stricte, s'orientant vers l'acquisition de capacités de "contre-attaque" et doublant ses dépenses militaires pour les porter à 2% de son Produit intérieur brut (PIB) d'ici 2027.
L'enveloppe réclamée par le ministère de la Défense pour le prochain exercice fiscal débutant le 1er avril s'élève à 8.800 milliards de yens (51,3 milliards d'euros). Elle dépasse le précédent record de 8.700 milliards de yens de la quatrième économie mondiale, obtenu pour l'exercice fiscal actuel, qui se terminera fin mars prochain. Quatre-vingts ans après la Seconde Guerre mondiale et les bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki, la constitution du Japon limite toujours ses capacités militaires à des mesures ostensiblement défensives.
Mais la nouvelle augmentation du budget reflète l'"environnement sécuritaire qui se détériore considérablement" autour de l'archipel, a déclaré à Tokyo un responsable du ministère de la Défense.

ETATS-UNIS:

L'inflation stable à 2,6%, au taux ciblé par la FED

L'inflation est restée stable à +2,6% sur un an en juillet aux Etats-Unis, proche du taux visé par la banque centrale (Fed), selon l'indice officiel PCE publié vendredi.
L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) se présente en légère accélération, à +2,9% en glissement annuel contre +2,8% le mois précédent, rapporte le ministère américain du Commerce.
Ces évolutions étaient attendues par les investisseurs, selon le consensus publié par MarketWatch.
La banque centrale des Etats-Unis (Fed) visait une inflation à 2% sur un an.
La plupart des experts et banquiers centraux s'attendent à voir les prix augmenter au fur et à mesure de l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane mis en place par le président Donald Trump depuis janvier.

CHINE

Pékin prolonge les droits antidumping sur certaines importations de phénol

Le ministère chinois du Commerce prolongera pour cinq ans, à partir de vendredi, les droits antidumping sur les importations de phénol en provenance des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la République de Corée, du Japon et de la Thaïlande.
Cette décision fait suite à un réexamen des mesures antidumping qui a débuté en septembre 2024, suite à la demande de l'industrie nationale chinoise.
Si ces mesures antidumping étaient levées, le dumping des importations mentionnées précédemment pourrait persister ou réapparaître, et ainsi causer potentiellement un préjudice continu ou renouvelé à l'industrie nationale chinoise, a déclaré le ministère.
Le phénol est une matière première chimique organique importante, principalement utilisée dans la production de matériaux industriels. Il sert également de solvant, de réactif et de désinfectant. Il est largement utilisé dans les industries des fibres synthétiques, du plastique, des produits pharmaceutiques, des pesticides, du parfum, des colorants, des revêtements et du raffinage du pétrole.

"600 000 PÉTAFLOPS"

Fujitsu et NVIDIA visent loin pour le plus gros supercalculateur nippon

Cap sur une plateforme unifiée mêlant simulation et IA, avec des accélérateurs GPU intégrés pour la première fois dans un fleuron national du calcul japonais. L'hypothèse d'une participation de l'architecture « Feynman » de NVIDIA en fin de décennie circule prudemment au regard du calendrier.

Le projet « FugakuNEXT » ambitionne une performance IA d'environ 600 000 pétaflops en FP8, portée par une architecture hybride associant processeurs Fujitsu et accélérateurs NVIDIA. L'objectif est de marier calcul scientifique et modèles génératifs au sein d'une même pile logicielle et matérielle, de la physique numérique aux usages industriels.

Une puissance calibrée pour l'IA

L'ambition porte sur la performance IA en faible précision FP8, devenue la métrique clef pour mesurer le débit des réseaux de neurones, distincte des FLOPS en double précision traditionnellement utilisés pour le calcul scientifique. RIKEN évoque en parallèle un gain applicatif jusqu'à 100× par rapport à Fugaku, tout en restant dans une enveloppe voisine de ~40 MW, signe d'un effort d'efficacité énergétique à l'échelle système.

Au-delà du chiffre, l'axe stratégique est d'unifier simulation et IA dans une même pile, pour mêler codes physiques et modèles génératifs au sein d'une plateforme partagée. Cette approche « AI-HPC » cible des usages concrets, de la prévention des catastrophes à la découverte de médicaments et à l'optimisation industrielle, avec une intégration étroite du logiciel à l'infrastructure.

Techniquement, « 600 EFLOPS FP8 » n'équivaut pas à 600 EFLOPS en FP64 et traduit un débit maximal optimisé pour l'IA en précision 8 bits, souvent avec parcimonie (sparsity). Cela reste un saut d'échelle net face aux systèmes actuels, y compris ceux orientés IA annoncés récemment par les grands acteurs du calcul intensif.

Architecture : CPU Fujitsu et GPUs NVIDIA

Côté nœud, Fujitsu prépare des CPU Monaka-X avec unités matricielles et extensions SIMD, pendant que NVIDIA fournit les accélérateurs et l'interconnect pour constituer une plateforme hybride. Selon les descriptions techniques publiées, l'interface NVLink Fusion relierait les CPU Monaka-X aux GPU via NVSwitch, afin de partager la mémoire et maximiser la bande passante au sein du nœud.

L'empilement logiciel annoncé met l'accent sur la « précision mixte », pour maintenir la fidélité tout en accélérant drastiquement les temps de calcul. Ce schéma permet d'utiliser les tensor cores en FP8/FP16 pour le gros des opérations, tout en conservant des étapes sensibles en précision plus élevée lorsque nécessaire.

Le cap des 600 EFLOPS FP8 place d'emblée le projet au-dessus des annonces publiques actuelles et confirme l'orientation IA des futures plateformes nationales de calcul scientifique. Pour le Japon, l'intégration étroite IA-simulation est présentée comme un levier d'impact sociétal : préparation aux risques, santé, industrie… au-delà des seuls records de performance.

Crowdstrike acquiert Onum pour renforcer sa télémétrie en temps réel

Avec l'acquisition d'Onum, la plateforme SIEM Falcon de Crowdstrike va désormais bénéficier d'un streaming de données natif et d'une détection en pipeline. Crowdstrike compte doper sa plateforme SIEM/SOC Falcon de capacités avancées de pipeline et de filtrage de données avec le rachat d'Onum. Fondée en 2022, cette start-up espagnole - située à Madrid et présente aux Etats-Unis - a en effet développé une plateforme d'observabilité des données de périphérie agnostique ; ainsi en s'intégrant à Falcon, Onum va transférer les détections basées sur l'IA provenant de la plateforme de Crowdstrike directement aux sources de données tierces grâce à une analyse en pipeline, démarrant la détection avant même que les données n'entrent dans Falcon.

Cette opération permet donc d'éliminer l'usage d'outils tiers de migration des données vers un SIEM. Selon Pedro Castillo, fondateur et CEO d'Onum, c'est un succès d'avoir pu garantir la gestion des pipelines de télémétrie en temps réel (et non par lots et de stockage héritées), et d'intégrer désormais cette innovation dans la plateforme Falcon.

Les bénéfices de sa solution se traduisent ainsi par une vitesse supérieure, jusqu'à cinq fois plus d'événements traités par seconde que la concurrence. Toujours selon lui, le bénéfice est aussi visible financièrement, le filtrage intelligent réduit les coûts de stockage des données jusqu'à 50 %. Enfin, la détection du pipeline en temps réel démarre avant que les données n'entrent dans la plateforme Falcon, offrant ainsi une réponse aux incidents jusqu'à 70 % plus rapide avec 40 % de frais d'ingestion en moins.

Brèves

Brèves

Procès attendu entre Nvidia et Valeo

Selon Bloomberg, un juge fédéral américain a confirmé la tenue d'un procès en novembre sur l'affaire opposant Nvidia et l'équipementier automobile français. Ce dernier accuse le spécialiste des accélérateurs GPU de lui avoir dérobé via un ex-employé le code source d'un logiciel d'aide au stationnement et à la conduite. L'affaire avait eu une première issue judiciaire en Allemagne avec la condamnation de Nvidia, mais Valeo avait porté le litige aux Etats-Unis. La société dirigée Jensen Huang a démenti les accusations et a demandé le classement de l'affaire, sans succès. Le juge a déclaré que Valeo avait identifié « un certain nombre de faits circonstanciels » suggérant que Nvidia s'était appuyé sur le « travail corrompu » de l'ancien salarié.

Nokia lance un système 5G mobile pour les armées

Face à la progression constante des dépenses dans le secteur de la défense, le finlandais renforce ses proposition avec une déclinaison 5G de son système Banshee Flex Radio. Il s'agit d'une solution « réseau dans un sac à dos », qui peut aussi être montée sur un véhicule, offrant une connectivité 4G LTE ou 5G complète (ordinateur embarqué avec cœur EPC et serveur TAK natif, intégration de petites cellules et de deux radios conformes à la norme 3GPP pour la résilience réseau et enfin prise en charge de largeurs de bande jusqu'à 100 MHz et capacité à connecter de 156 à 1 000 utilisateurs simultanés selon la configuration). Pensé pour une déploiement rapide et une mobilité maximale, le système intègre une sécurité avancée et une gestion robuste, répondant aux impératifs de confidentialité, de résistance aux interférences électromagnétiques et d'interopérabilité avec des solutions tierces, comme le réseau Bittium Tactical Wireless IP Network.

Dell publie des résultats record en T2 2026 portés par l'IA

Le texan a présenté des résultats financiers robustes pour le deuxième trimestre de son exercice fiscal 2026, avec un chiffre d'affaires de 29,8 milliards de dollars, en hausse de 19% sur un an. Le bénéfice opérationnel atteint 1,8 milliard de dollars (+27%), tandis que le bénéfice net ressort à 1,16 milliard de dollars, soit une progression de 32% par rapport à l'an dernier. La division Infrastructure Solutions Group (ISG) réalise la plus forte progression, affichant des revenus de 16,8 milliards de dollars (+44%), dont 12,9 milliards proviennent des serveurs et réseaux (+69%) grâce à la forte demande en solutions IA. En revanche, les ventes de la partie stockage reculent de 3% sur un an. Du côté Client Solutions Group (CSG), le chiffre d'affaires atteint 12,5 milliards de dollars (+1%), avec une stabilité sur le segment commercial (+2%) mais une baisse sur le segment grand public (-7%). « Nous avons expédié 10 milliards de dollars de solutions IA au premier semestre de l'année, dépassant déjà le total de l'année précédente », déclare Jeff Clarke, directeur général adjoint, qui précise également que la prévision annuelle de livraisons de serveurs IA est relevée à 20 milliards de dollars. Pour l'ensemble de l'exercice 2026, Dell anticipe un chiffre d'affaires compris entre 105 et 109 milliards de dollars.

FIN DU MOTEUR THERMIQUE

Le patron de Kia tacle Mercedes

Si Mercedes demande à l'Europe d'oublier son objectif de 2035 et de fin du thermique, tout le monde ne semble pas d'accord avec Ola Kallenius, le dirigeant du groupe allemand. A commencer par Kia, qui a engagé de gros efforts pour développer des gammes électriques, ne veut pas que l'on touche au planning de 2035. Et il en profite pour tacler son homologue à la tête de Mercedes.

Ambiance, ambiance ! Si 2026 se profile avec une clause de revoyure qui pourrait remettre en question la fin du moteur thermique pour 2035, tout le secteur automobile ne chante pas au diapason. Il est en effet presque étonnant de voir que certains militent pour un report de la date quand d'autres ne veulent surtout pas qu'on y touche.
Et les premiers sont souvent ceux qui ont un business à protéger dans le haut de gamme et qui n'arrivent pas aux objectifs d'électrification qu'ils s'étaient fixés à la sortie du Covid.
A commencer par Mercedes, dont le patron, Ola Kallenius, s'est fendu d'une lettre ouverte à Ursula Van Der Leyen avec son homologue de chez Schaeffler. Objectif : mettre la pression sur Bruxelles pour que les hybrides et les véhicules à "moteur thermique à haut rendement" puissent encore exister après 2035 en Europe.

Le patron de Kia tacle Mercedes

"Nous avons une avalanche de voitures électriques, et si nous devions soudainement cesser de commercialiser des véhicules électriques, cela nous coûterait une fortune. Nous avons un plan pour atteindre 100 % de conformité d'ici 2035", avouait Marc Hedrich, le patron de Kia Europe, lors de l'inauguration de la production de l'EV4 en Slovaquie à laquelle nous avons pu assister.
L'occasion pour nous d'en savoir également un peu plus sur cette nouvelle concurrente des Peugeot 308 et VW Golf.
Mais un de nos confrères a demandé au directeur général européen Kia ce qu'il pensait des doléances de son homologue chez Mercedes. Réponse pour le moins singulière : "C'est le même homme qui, il y a quelques années, avait promis que son entreprise ne vendrait que des véhicules électriques en Europe d'ici 2030".
Kia joue effectivement moins gros que Mercedes qui doit composer également avec des difficultés en Chine et des droits de douane vers les Etats-Unis. Mais son patron rappelle que Kia n'a jamais annoncé publiquement qu'il deviendrait une marque 100 % électrique dès 2030, à l'inverse de Mercedes.

Kia parie sur une montée progressive

Les négociations du 12 septembre avec Ursula Van Der Leyen s'annoncent donc déjà âpres. Avant Kia, Stellantis avait également affirmé qu'il ne fallait pas toucher à l'objectif de 2035, lorsque Carlos Tavares était encore aux commandes. Quelle sera la position de son successeur, Antonio Filosa ? Difficile à dire, tant le nouveau PDG du géant automobile a de sujets brûlants à gérer pour l'instant.
Chez Kia, on vise en tout cas les trois quarts de ventes en électrique en Europe à partir de 2030, ce qui placerait la marque sur une trajectoire à quasiment 100 % en 2035.
Cette année, les immatriculations de voitures électriques neuves ont fortement progressé en Europe (+ 24 %), atteignant une part de marché record.
Mais la France pose problème : pour Kia, si les électriques stagnent chez nous, c'est surtout dû à des "changements fréquents de politique et faible visibilité sur les aides à l'achat dans le futur".

Cette nouvelle Tesla a mangé du lion

Tesla dévoile la version Performance de son Model Y revisité en Europe. Le crossover électrique gagne des performances sportives et une dotation premium qui le transforment complètement.
Tesla vient de présenter son Model Y Performance en Europe. Ce crossover électrique change de registre avec cette nouvelle version. Exit le profil familial tranquille, le modèle robuste ou la version au coût allégé, place à un véhicule nettement plus radical.
Le 0 à 100 km/h tombe à 3,5 secondes. La vitesse maximale grimpe à 250 km/h. Tesla a aussi revu tout l'équipement : suspension adaptative, sièges sport, écran central agrandi. Cette fois, le constructeur californien va bien plus loin qu'un simple restylage.

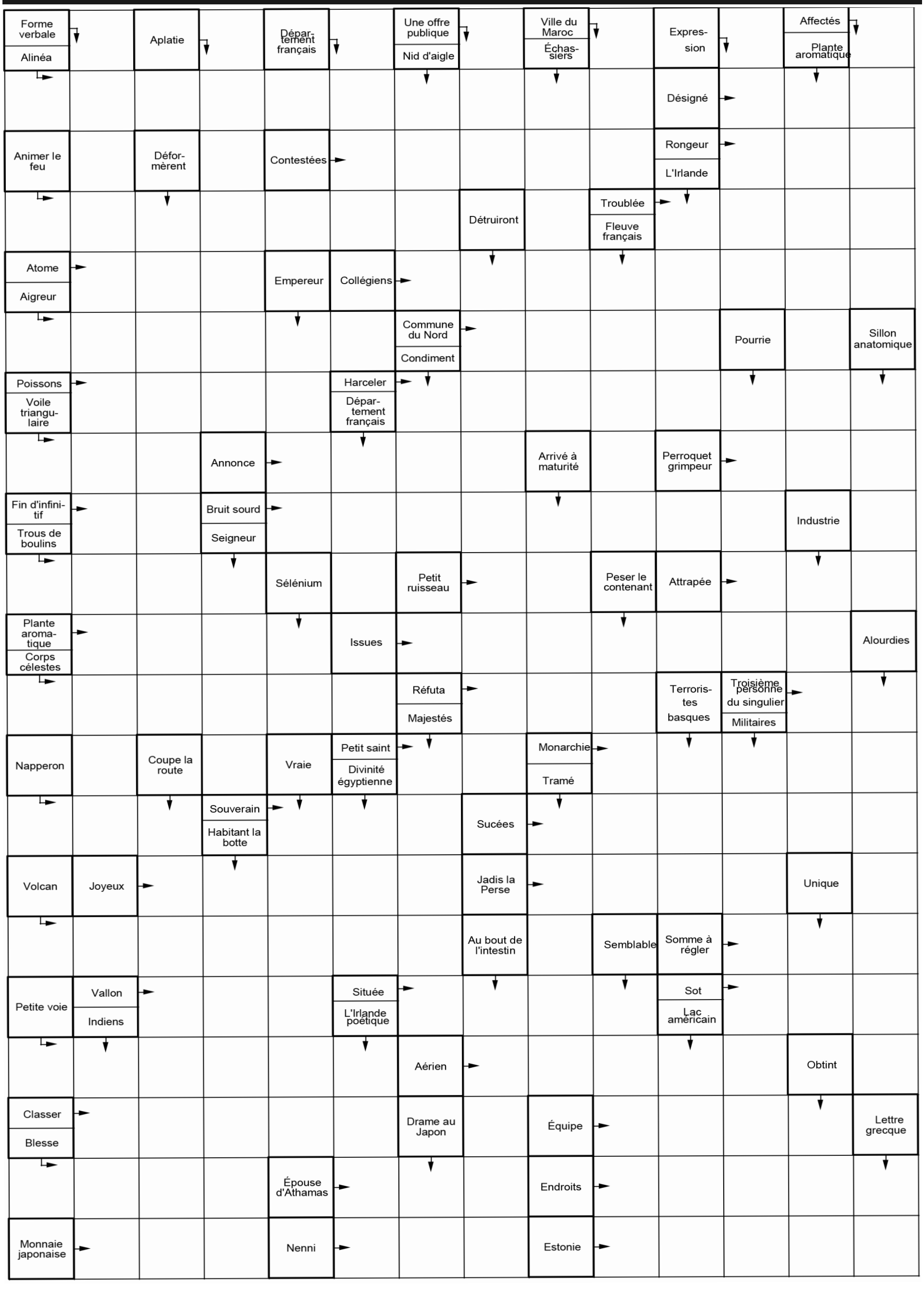
Le Model Y découvre les sensations fortes

Tesla a installé une batterie haute tension avec des cellules plus performantes. L'autonomie WLTP reste généreuse à 580 kilomètres. C'est 6 km de moins que la version Long Range à transmission intégrale, mais la différence demeure minime. Deux moteurs électriques animent l'ensemble. À titre de comparaison avec la version Long Range AWD européenne, ce Performance gagne 1,3 seconde sur le 0-100 km/h. Sa vitesse de pointe progresse de 49 km/h. Tesla garde le secret sur la puissance exacte mais les résultats suffisent.
La garde au sol baisse de 16 millimètres et passe à 151 mm. Le poids augmente de 36 kg pour atteindre 2 033 kg. Ces ajustements améliorent le comportement sur route et l'aérodynamisme.

Du matériel haut de gamme partout

La suspension adaptative arrive enfin sur le Model Y. Elle s'adapte en temps réel aux conditions de route et au style de conduite. Plusieurs modes sont disponibles. Les autres versions du Model Y gardent leurs amortisseurs à fréquence sélective, moins sophistiqués.
L'écran central grandit. Il passe de 15,4 à 16 pouces et fonctionne en Ultra HD. La résolution progresse nettement. Tesla a ajouté des inserts en fibre de carbone dans l'habitacle. Les sièges avant deviennent sport avec extension cuisses. Réglage électrique, chauffage et climatisation sont inclus.
L'extérieur change aussi d'allure. Comme vous pouvez le voir dans la vidéo de promotion publié sur le compte X de la marque, un kit carrosserie plus agressif fait son apparition avec un aileron arrière. Les jantes Arachnid 2.0 de 21 pouces sont les plus grandes jamais vues sur un Model Y. Tesla livre ce Performance avec un système audio 16 haut-parleurs en Europe.
Et pour finir avec la douloureuse, ce Model Y Performance coûte 61 990 euros, soit 9 000 euros de plus que le Long Range AWD. Les livraisons européennes commencent le mois prochain. Aucune date n'a été fixée pour les États-Unis.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 31 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PROTECTION CIVILE

Evacuation aérienne de deux enfants suite à une explosion de gaz à Ouargla

Les services de la Protection civile ont procédé, samedi, à l'évacuation aérienne de deux (2) enfants souffrant de brûlures suite à une explosion de gaz survenue dans leur domicile dans la commune de Sidi Khouiled (Ouargla), a indiqué un communiqué de ces services. "L'Unité aérienne de la Protection civile a procédé, samedi matin, à l'évacuation par hélicoptère de deux enfants âgés de 2 et 14 ans, souffrant de brûlures suite à une explosion de gaz survenue, jeudi, dans leur domicile sis à la Cité 140 logements, dans la commune de Sidi Khouiled (Ouargla)", précise-t-on de même source. "Les deux enfants ont été transférés à bord d'un hélicoptère médicalisé vers l'Hôpital des grands brûlés d'Oran, sous la supervision d'un staff médical", conclut le communiqué.

RENFORCEMENT DES CONSULTATIONS ENTRE LE CPS DE L'UA ET LE GROUPE AFRICAIN A3+

L'Algérie préside une réunion

L'ambassadeur d'Algérie et son représentant permanent auprès de l'Union africaine (UA), M. Mohamed Khaled, a présidé une réunion consacrée à l'examen des voies de renforcement de la coordination, de la coopération et de la concertation entre le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA et le Groupe africain au Conseil de sécurité des Nations unies (A3+). Cette rencontre a constitué une plateforme centrale pour les deux parties visant à redynamiser l'action et la coordination communes et à conférer davantage d'efficacité en vue de renforcer les efforts visant à conforter le bloc africain au sein des instances onusiennes et défendre les intérêts du continent au Conseil de sécurité des Nations unies, en consécration et en application des recommandations du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique -Processus d'Oran-, qui a démontré son efficacité et son importance dans l'unification du rang africain.
L'exercice par l'Algérie de son double rôle en sa qualité de membre du CPS de l'UA et de membre du Conseil de sécurité des Nations unies traduit son engagement ferme et sa volonté constante de renforcer l'action africaine commune, en vue d'instaurer la sécurité et la stabilité en Afrique et de faire entendre la voix des membres de l'UA dans les tribunes onusiennes, de manière à concrétiser la vision et les aspirations des pères fondateurs à bâtir une Afrique unie et prospère.

PROTECTION CIVILE

La majorité des feux de forêt déclarés récemment dans plusieurs wilayas du pays maîtrisés

Les éléments de la Protection civile ont réussi à éteindre la majorité des feux de forêt qui se sont déclarés récemment dans plusieurs wilayas du pays, notamment à Béjaia, El M'Ghair, Khenchela et Blida. La majorité des feux ont été maîtrisés, tandis que les efforts se poursuivent pour éteindre deux incendies dans les wilayas de Blida et de Tipasa, a déclaré à l'APS le chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile, le lieutenant Abdat Youcef. Concernant l'incendie de la forêt de Chréa (Blida), la situation est sous contrôle et le procédé de refroidissement se poursuit au niveau de certains points, a-t-il ajouté. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué, au cours des dernières 24 heures, 18 interventions liées à des feux de forêt, de maquis, de broussailles et d'arbres fruitiers. Afin de maîtriser ces incendies et d'éviter leur propagation, les services de la Protection civile ont "mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont les engins terrestres des unités d'intervention, les colonnes mobiles et les détachements régionaux, appuyés par les avions de la Protection civile et de l'Armée nationale populaire".

MOBILE MONEY

Des géants mondiaux de la finance à l'assaut du marché africain

Au cours des vingt dernières années, le Mobile Money africain a connu une croissance rapide. Porté par l'innovation des opérateurs télécoms dans un continent encore largement sous-bancarisé, ce service est devenu incontournable pour de nombreux usages, aussi bien domestiques que professionnels. Avec un potentiel encore loin d'être pleinement exploité, le Mobile Money attire désormais l'intérêt croissant de nouveaux acteurs financiers mondiaux, bien décidés à capter une part de cette dynamique.
L'Afrique est aujourd'hui le laboratoire mondial du Mobile Money. Avec plus d'un milliard de comptes enregistrés en 2024, le continent concentre plus de 70 % des transactions mondiales de monnaie mobile, représentant un volume de 1 100 milliards de dollars, selon l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Cette vitalité suscite l'intérêt de nombreux géants financiers internationaux, tels que MasterCard, Visa, PayPal ou encore de grands fonds d'investissement.
Pourquoi un tel engouement ? Ces acteurs cherchent à profiter d'un marché en pleine expansion, à se positionner comme des leaders de l'inclusion financière, à tirer parti des opportunités liées au commerce électronique dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), et à renforcer leur présence face à la concurrence mondiale.

Un marché colossal et en pleine croissance

La première raison de cet engouement réside dans la taille et le dynamisme du marché. En 2024, le volume et la valeur des transactions par Mobile Money ont progressé respectivement de 22 % et 15 %.
Des pays comme le Kenya, le Ghana ou la Côte d'Ivoire illustrent cette transformation. Une grande partie de la population y utilise désormais le téléphone mobile pour envoyer, recevoir ou stocker de l'argent.
Au Kenya, les abonnements au Mobile Money ont augmenté de 7,3 % au 31 mars 2025, atteignant 45,4 millions d'utilisateurs, soit un taux de pénétration de 86,6 %. Au Ghana, le nombre de comptes Mobile Money enregistrés a atteint 74,1 millions début 2025, contre 66,9 millions à la même période en 2024. En Côte d'Ivoire, 27,7 millions de comptes étaient déjà actifs au 31 mars 2025.
MasterCard, qui a multiplié les partenariats en Afrique depuis 2019, a notamment pris des participations dans les divisions fintech d'Airtel Africa et MTN Group. Son objectif : s'implanter dans un écosystème où les cartes bancaires traditionnelles peinent encore à convaincre. Selon le rapport « Digital Banking in Sub-Saharan Africa » de BPC et Fincog, 57 % des Africains ne détenaient aucun compte bancaire en 2021. Dans des pays comme le Nigeria, l'Éthiopie, la Tanzanie ou la République démocratique du Congo, le taux de bancarisation oscillait alors entre 25 % et 47 %.
L'Afrique en 2024 c'était déjà 178 services Mobile Money opérationnels pour près de 280 millions de comptes actifs chaque mois.
Comme MasterCard, Visa s'est également positionnée sur ce marché. En 2022, elle a signé un accord avec Safaricom pour faciliter les transactions internationales via M-Pesa. En 2024, la multiplication des partenariats s'est accélérée : MasterCard a signé avec MTN Group, Safaricom et Orange Middle East and Africa (OMEA). JUMO, la plateforme de services bancaires a signé avec MTN Group pour lancer Qwikloan, une facilité de prêt à court terme destinée au marché sud-africain.
En Éthiopie, M-PESA de Safaricom s'est allié à Dahabshiil afin de permettre aux membres de la diaspora d'envoyer de l'argent directement sur des comptes mobiles.
Au Kenya, la plateforme mondiale TerraPay a mis en place un Conseil d'interopérabilité des portefeuilles mobiles, réunissant Airtel, bKash, MPESA, Nequi et Sama Money.

Un levier pour l'inclusion financière

L'un des principaux arguments avancés par les investisseurs est l'inclusion financière. En octobre 2024, à l'occasion d'un partenariat avec OMEA, Amnah Ajmal, vice-présidente exécutive de MasterCard pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique, déclarait : « MasterCard s'engage à favoriser l'inclusion financière par le biais de technologies de pointe pour créer un impact concret à grande échelle. Notre collaboration avec Orange Money est une étape essentielle pour libérer le plein potentiel des services financiers numériques en Afrique et intégrer des millions de personnes dans l'économie mondiale. »
En mars 2021, lors de l'acquisition de 7,55 % du capital d'Airtel Money par TPG pour 200 millions de dollars, Yemi Lalude, associé en charge des investissements en Afrique pour The Rise Fund, soulignait : « L'inclusion financière est un enjeu mondial, particulièrement aigu en Afrique. Airtel Money a bâti une plateforme unique qui comble le fossé entre les institutions traditionnelles et les millions d'Africains non bancarisés dans les 14 pays où Airtel est présent. »
Pour ces acteurs, l'intégration du Mobile Money permet de réduire les coûts des transferts, accroître la transparence et ouvrir de nouveaux marchés encore inaccessibles au système bancaire classique.

Le boom du commerce numérique

Un autre moteur de croissance est l'explosion du commerce en ligne. Selon la fintech lituanienne Nikulipe, spécialisée dans les paiements transfrontaliers, le marché africain de l'e-commerce devrait passer de 30,71 milliards de dollars en 2024 à 45,72 milliards en 2028, soit une hausse de près de 49 %. Dans son rapport « Payments and E-commerce in Africa 2024 », Nikulipe estime que 40 % des Africains effectueront des achats en ligne en 2025, contre 24 % en 2020 et seulement 13 % en 2017.
Cette évolution est portée par la jeunesse de la population, la hausse de la pénétration des smartphones, de l'Internet mobile, et l'adoption croissante des moyens de paiement numériques comme le Mobile Money.
Avec la Zlecaf et la transformation numérique, les transactions commerciales en ligne devraient se multiplier. Le Mobile Money est idéalement placé pour y jouer un rôle central. En juillet 2020, Wamkele Mene, Secrétaire général du secrétariat de la Zlecaf, déclarait : « Le commerce numérique en Afrique est possible grâce aux téléphones mobiles. Il s'agit de mettre à profit ces innovations et avantages technologiques pour créer une plateforme commune de libre-échange. »

Agence

EL-MENIAA

Réception d'un centre de stockage de céréales à Hassi-Lefhal

Un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 55.000 quintaux a été réceptionné dans la commune de Hassi-Lefhal (160 km au Nord d'El-Meniaa), a-t-on appris samedi des services de la wilaya. S'exprimant lors de la cérémonie inaugurale, le wali, Mokhtar Benmalek, a souligné que ce centre, premier du genre à El-Meniaa, peut apporter une valeur ajoutée à l'investissement agricole dans la région, en assurant des infrastructures de stockage appropriées dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à atteindre l'autosuffisance.
Et d'ajouter que les autres centres similaires en cours de réalisation à travers la wilaya seront réceptionnés au cours des prochains mois.
Concernant le lancement des travaux de réalisation d'un silo d'une capacité d'un (1) million de quintaux, M. Benmalek a fait savoir que les procédures relatives au choix du terrain et à l'installation de l'entreprise réalisatrice avaient déjà été effectuées. De son côté, le directeur local des services agricoles, Youcef Mesbah, a indiqué que ces nouvelles installations permettront, une fois opérationnelles, de renforcer les capacités de stockage des céréales dans la wilaya, qui a réalisé une récolte record d'un million de quintaux de céréales, toutes variétés confondues, à l'issue de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2024-2025.